



Vers une feuille de route pour les monographies en accès ouvert Un rapport de Knowledge Exchange Rédigé par Janneke Adema

Janneke Adema, Alexandre Clément, Jean-François Nominé

► To cite this version:

Janneke Adema, Alexandre Clément, Jean-François Nominé. Vers une feuille de route pour les monographies en accès ouvert Un rapport de Knowledge Exchange Rédigé par Janneke Adema. 2020, 10.13143/czqncq . hal-02430204

HAL Id: hal-02430204

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02430204>

Submitted on 7 Jan 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Vers une feuille de route pour les monographies en accès ouvert

Un rapport de Knowledge Exchange

Rédigé par Janneke Adema

Titre original : *Towards a Roadmap for Open Access Monographs*, version révisée publiée en juin 2019. DOI: 10.5281/zenodo.3238545

Version française : Alexandre Clément, stage de Master Langues étrangères appliquées - Parcours Traduction Scientifique et Technique, Université de Haute-Alsace, Mulhouse, France. **Direction du stage et révision :** Jean-François Nominé, Service de Traduction, INIST – CNRS, 2 Rue Jean Zay, 54500 Vandœuvre-lès-Nancy, France

Ce rapport présente les principales conclusions et recommandations issues de l'atelier *Stakeholder Workshop on Open Access and Monographs*, organisé par *Knowledge Exchange* réunissant des parties prenantes impliquées dans la diffusion de monographies en accès ouvert à Bruxelles en novembre 2018. Cet événement est également le résultat d'un groupe de travail qui a contribué à son organisation par son investissement en temps et expertise :

Angela Holzer, Fondation allemande pour la recherche (DFG), Allemagne ; Sarah James, Knowledge Exchange ; Pierre Mounier, OpenEdition, France et OPERAS ; Graham Stone, Jisc, Royaume-Uni ; Jeroen Sondervan, Université d'Utrecht, Pays-Bas ; Jean-François Nominé, CNRS, France ; Birgit Schmidt, Bibliothèque nationale et universitaire de Göttingen, Allemagne ; Sami Syrjämäki, Fédération des sociétés savantes finlandaises, Finlande ; Verena Weigert, Jisc, Royaume-Uni.

Sont également à remercier les intervenants de cet atelier, les animateurs des débats et groupes de travail, les participants et les volontaires ayant contribué à la prise de notes ayant permis la rédaction du présent rapport.

Le contenu de cette version française peut être partagé sous licence CC BY 4.0 : creativecommons.org/licenses/by/4.0.

Knowledge Exchange est un partenariat entre la Fondation allemande pour la recherche (*Deutsche Forschungsgemeinschaft –DFG, Allemagne*), le Centre informatique pour la science (*CSC – Tieteen Tietotekniikan Keskus Oy, Finlande*), Jisc (Royaume-Uni), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS, France), SURF (Pays-Bas) et l'Agence danoise pour la science et l'enseignement supérieur (*Styrelsen for Forskning og Uddannelse-DAFSHE, Danemark*).

Synthèse

Ce rapport présente les principales conclusions et recommandations issues de l'atelier de consensus entre acteurs organisé par Knowledge Exchange sur les monographies et l'accès ouvert (Stakeholder Workshop on Open Access and Monographs) qui s'est tenu à Bruxelles en novembre 2018.

Cette manifestation de deux jours s'est déroulée de la façon suivante : introduction présentant l'état des lieux des monographies en accès ouvert, suivie par des discussions entre bailleurs de fonds et éditeurs ainsi qu'une sélection d'ateliers visant à explorer, de façon approfondie, la manière dont nous pouvons soutenir les monographies en accès ouvert : de l'*engagement des auteurs* à la mise en place de *suivis* et de *politiques*, en passant par l'*infrastructure technique*. L'objectif de cet atelier était de souligner l'importance des monographies en tant que forme de diffusion dans le paysage de la publication en accès ouvert et d'encourager la collaboration et le partage des meilleures pratiques en la matière. Fondé sur les résultats de cet atelier, ce rapport comporte un ensemble de bonnes pratiques et de recommandations à l'intention des différents acteurs concernés afin de définir les prochaines étapes menant à une feuille de route européenne à l'égard des monographies en accès ouvert.

Les discours d'introduction ont mis en évidence le manque de cohérence qui subsiste au niveau européen dans le soutien apporté aux ouvrages en accès ouvert, que ce soit en termes de financement, de reconnaissance, d'infrastructure ou de sensibilisation. Dans ce contexte, Knowledge Exchange a joué un rôle essentiel, en particulier par le biais de son étude intitulée « *Landscape Study on Open Access and Monographs* » et de son enquête menée en 2018 auprès des parties prenantes qui ont permis d'identifier les étapes à suivre pour les monographies en accès ouvert. Simon Tanner (King's College, Londres) a souhaité mettre l'accent sur le rôle fondamental des citoyens dans le débat « à qui s'adresse l'accès ouvert aux monographies ? », en abordant notamment la valeur et l'impact potentiel de l'accès ouvert pour les monographies.

Le *panel des bailleurs de fonds* composé de Steven Hill (Research England/UKRI) et Jean-Claude Kita (FNRS) a décrit la manière dont les politiques d'accès ouvert pour les monographies prennent forme au Royaume-Uni et en Belgique, soulignant combien il importe de trouver un équilibre entre les mesures d'encouragement et les mandats. Olaf Siegert (Leibniz Association) s'est penché sur l'élaboration des politiques allemandes pour les monographies en accès ouvert et a présenté un compte rendu de l'atelier national intitulé « The Future of the Research Monograph », organisé par l'Alliance des organismes scientifiques allemands (DFG). Lors d'une table ronde des éditeurs, Margo Bargheer (Göttingen University Press/AEUP), Sarah Kember (Goldsmiths Press), Myriam Poort (Springer Nature) et Leena

Kaakinen (Helsinki University Press), ont débattu de la question suivante : l'accès ouvert peut-il enrayer le phénomène de « mort du livre » dans les SHS ? Les intervenantes ont axé leurs réflexions sur l'importance de la monographie en sciences humaines ainsi que sur la pérennité à la fois d'un tel format et d'un tel domaine dans un contexte d'accès ouvert.

L'atelier sur l'*engagement des auteurs*, animé par Sebastian Nordhoff (Language Science Press), a fait valoir certaines tactiques à mettre en place pour encourager les auteurs à se familiariser avec les monographies en accès ouvert. L'atelier sur les *politiques*, mené par Alain Beretz (Université de Strasbourg), s'est intéressé aux monographies en accès ouvert et à ce qui doit être fait pour mieux harmoniser les politiques des différents acteurs et faire en sorte que les politiques d'accès ouvert (financements, mandats, qualité et découvrabilité) soient pratiques, viables et adaptées aux besoins des chercheurs. L'atelier sur l'*infrastructure technique*, dirigé par Pierre Mounier (OpenEdition), avait pour but de définir les efforts spécifiques à mettre en œuvre pour améliorer l'intégration des monographies dans le système d'information scientifique en s'appuyant sur des infrastructures techniques adaptées. L'atelier sur le *suivi*, mené par Eelco Ferwerda (OAPEN), s'est penché sur la mise en place d'un baromètre permanent des ouvrages en accès ouvert permettant d'accompagner les progressions, d'identifier les bonnes pratiques, exemples et études de cas, et de fournir un outil aux organes de financement et aux décideurs politiques.

Chaque atelier a donné lieu à des recommandations et des plans d'action qui, ensemble, constituent les premiers jalons d'une feuille de route européenne pour les monographies en accès ouvert. À partir de ces résultats, des recommandations propres à chaque acteur ont été formulées :

Pour les *baillleurs de fonds*, ces recommandations soulignent l'importance des interventions politiques pour favoriser le changement, des politiques durables qui permettent des options de publication multiples, des financements d'infrastructures et de plates-formes, et d'une plus grande coordination d'action entre les bailleurs de fonds à l'échelle européenne.

Pour les *auteurs et les universités*, il s'agit de mettre l'accent sur la monographie en tant que forme de diffusion pour la recherche en sciences humaines, de reconnaître les craintes qui entourent l'accès ouvert et le rôle de l'engagement communautaire, et de trouver un équilibre entre les mesures d'encouragement et la prescription de mandats.

Pour les *éditeurs* ces recommandations portent sur le besoin de transparence au niveau des coûts des monographies en accès ouvert et sur le caractère essentiel des modèles de financement alternatifs (exempts de frais de publication d'ouvrage).

Pour les *plates-formes* et les *fournisseurs de technologie*, elles mettent en relief le besoin de développer des exigences techniques communes pour les monographies, un dialogue

entre les parties prenantes pour définir les normes techniques et leur mise en œuvre, et une gestion fiable des infrastructures techniques. Pour les *bibliothèques*, il s'agit de jouer un rôle potentiellement plus actif dans (le financement de) la publication des monographies en accès ouvert et sa pérennité.

Pour les *citoyens*, ces recommandations mettent en évidence l'impact sociétal et la valeur des monographies en accès ouvert pour les milieux extérieurs au monde académique.

Quant au *suivi*, elles soulignent la manière dont un baromètre spécifique pourrait permettre d'accompagner l'accès ouvert pour les monographies, nous incite à commencer à recueillir des données immédiatement et insiste sur la dimension collective de l'effort qui devrait être déployé par toutes les parties prenantes.

Table des matières

Synthèse	3
Présentation de l'atelier	7
Objectif du rapport.....	7
Introduction	9
Étude Knowledge Exchange : état des lieux des monographies en accès ouvert	9
Enquête Knowledge Exchange sur les monographies en accès ouvert	9
Contexte : une feuille de route européenne	10
Allocution d'ouverture : les citoyens européens et l'impact des monographies en accès ouvert	11
Partie 1. L'accès ouvert va-t-il entraver la « mort du livre » présumée imminente en sciences humaines et sociales ?	13
Discussions :	18
Partie 2. Aller au-delà des mandats ? L'élaboration de politiques favorables aux monographies en accès ouvert.....	20
Questions.....	21
Exemples de politiques appliquées par d'autres bailleurs de fonds.....	25
Feuille de route 1. Politiques.....	27
Feuille de route 2. Engagement des auteurs	30
Feuille de route 3. Infrastructure technique.....	34
Feuille de route 4. Suivi & baromètre des ouvrages en accès ouvert	37
Recommandations aux parties prenantes	41

Présentation de l'atelier

En novembre 2018, Knowledge Exchange a organisé un atelier de consensus entre acteurs sur les monographies en accès ouvert intitulé *Stakeholder Workshop on Open Access and Monographs*, qui s'est tenu à Bruxelles, en Belgique, pendant deux jours. Cet atelier a réuni des experts et des acteurs clés de l'accès ouvert aux monographies, ce qui leur a donné l'occasion de réaffirmer l'importance de l'intégration des monographies dans l'évolution d'une culture de l'accès ouvert et d'encourager la collaboration et le partage de bonnes pratiques.

Cet atelier a débuté par une présentation offrant un état des lieux de la monographie en accès ouvert, suivie par des tables rondes réunissant des organismes de financement et des éditeurs. Les participants se sont vu proposer deux séances thématiques parmi les quatre axes de soutien aux monographies en accès ouvert suivants :

- 1) L'engagement des auteurs
- 2) Les politiques
- 3) L'infrastructure technique
- 4) Le suivi (baromètre des ouvrages en accès ouvert)

Au cours de ces séances, les participants ont été encouragés à partager leurs connaissances, et les résultats de ces échanges ont été recueillis dans le présent rapport qui comprend également un ensemble de bonnes pratiques et de recommandations à l'intention des acteurs, dans la perspective de formuler des étapes ultérieures pour la promotion des monographies en accès ouvert. Ce rapport a été et sera largement distribué à la communauté dans le but qu'il y fasse l'objet par ailleurs d'une évaluation ouverte entre ses membres, et suscite davantage de réactions et de commentaires.

Objectif du rapport

En s'appuyant sur les résultats de cet atelier, l'objectif de ce rapport est d'énoncer un ensemble de bonnes pratiques et de recommandations portées par Knowledge Exchange et destinées aux différentes parties prenantes afin d'inspirer leur propre projection de futures actions de soutien aux monographies en accès ouvert. On trouvera dans ce rapport :

- un résumé des interventions des acteurs clés ;

- à partir des discussions des différents ateliers, une présentation des défis qui se manifestent, les solutions envisageables et une restitution des bonnes pratiques autour des quatre thèmes mentionnés ci-dessus ;
- un exposé de recommandations propres à chaque partie prenante, notamment les organes de financement, les décideurs politiques, les fournisseurs d'infrastructure, les auteurs, les éditeurs et les universités.

Introduction

Seuls quelques bailleurs de fonds, comme le FWF (Autriche), le NWO (Pays-Bas) et le Wellcome Trust (Royaume-Uni) imposent un mandat pour les monographies en accès ouvert.

Cependant, dans un environnement en constante évolution, les récentes déclarations au sujet d'un mandat d'accès ouvert pour les monographies de la part du Research England (anciennement HEFCE) à la conférence UP Redux en février 2018 et de Frédérique Vidal, ministre française de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation à la conférence LIBER en juillet 2018, ont démontré un engagement croissant envers l'accès ouvert pour les ouvrages scientifiques en Europe. En outre, le [Plan S](#), la [COAlition S](#) et le [rapport](#) publié récemment sur la visibilité des monographies en accès ouvert dans un contexte européen (Visibility of Open Access Monographs in a European Context) issu du projet OPERA financé par l'UE sont révélateurs d'un engagement croissant à l'échelle européenne.

Étude Knowledge Exchange : état des lieux des monographies en accès ouvert

Pour faire connaître le rôle des monographies, souvent négligées dans les débats actuels sur l'accès ouvert, Knowledge Exchange a publié une étude intitulée : « Landscape Study on Open Access and Monographs ». Publiée en 2017, celle-ci compare et met en perspective l'accès aux ouvrages, les points communs et les différences existants dans huit pays européens. Elle s'appuie sur des entretiens approfondis avec des experts de plus de 70 institutions en Allemagne, en Autriche, au Danemark, en Finlande, en France, en Norvège, au Pays-Bas et au Royaume-Uni, et sur une enquête et une analyse des informations existantes. Le rapport dresse un panorama des monographies en accès ouvert et indique que ces dernières, de même que les politiques et les modèles qui les soutiennent, semblent prendre de l'ampleur. Toutefois, il signale des variations notables d'un pays à l'autre. [Le rapport](#) a fait l'objet de nombreux téléchargements et discussions sur les réseaux sociaux et dans le cadre de conférences telles que Redux 2018 et LIBER 2018. Un [résumé](#) des conclusions du rapport est également disponible.

Enquête Knowledge Exchange sur les monographies en accès ouvert

Afin de poursuivre les travaux de cette précédente étude, Knowledge Exchange a mené une enquête pour déterminer les prochaines étapes à envisager en vue de soutenir la transition vers l'accès ouvert. Cette enquête, effectuée entre avril et mai 2018, a recueilli un total de 233 réponses provenant de bibliothèques universitaires, d'universités, d'auteurs et d'éditeurs de 25 pays différents. À la demande de Knowledge Exchange, l'enquête a ensuite été analysée par Jisc Collections afin d'en identifier les thèmes émergents, à savoir : les politiques de monographies en accès ouvert et l'engagement des bailleurs de fonds, les presses universitaires, l'édition d'initiative universitaire et les éditeurs traditionnels, les plates-formes de publication, la qualité, la sensibilisation des auteurs, les modèles économiques, les coûts ainsi que la collaboration entre les acteurs. On trouvera une version anglaise de ce rapport [ici](#). Les résultats obtenus ont contribué à la mise en place de l'atelier Knowledge Exchange

« Stakeholder Workshop ». Ils y ont été présentés afin de nourrir les discussions au cours de l'atelier.

Contexte : une feuille de route européenne

Pierre Mounier, OpenEdition ; Jeroen Sondervan, Université d'Utrecht ; Graham Stone, Jisc

Dans le mouvement de la science ouverte, la monographie a été laissée pour compte en termes d'ouverture, de politiques et de support de diffusion (l'emploi de formes papier imprimées en accès restreint prédomine toujours dans les Sciences Humaines et Sociales [SHS]).

À bien des égards, il s'agit d'une perception contredite par la réalité des multiples initiatives, expériences et projets liés aux monographies en accès ouvert qui se déroulent dans divers pays européens. L'étude commanditée par Knowledge Exchange intitulée « *Landscape Study on Open Access and Monographs* » en a fourni la preuve. Pourtant, il subsiste un manque de cohérence au niveau européen pour ce qui est du soutien apporté aux ouvrages en accès ouvert en termes de financement, de reconnaissance, d'infrastructure et de sensibilisation. Compte tenu de la forte pression exercée aux niveaux national et européen pour une transition des publications en accès ouvert vers les données ouvertes, ou *big data* (comme le programme EOSC, ou European Science Cloud), toutes ces initiatives mises en place pour soutenir et développer les monographies en accès ouvert pourraient ne pas se révéler suffisamment organisées, synchrones et cohérentes, les exposant ainsi au risque d'être absorbées par un mouvement de la science ouverte qui se dirige invariablement vers les données ouvertes, ce qui représenterait un désastre pour les Sciences Humaines et Sociales (SHS).

Le dur labeur que nous devons accomplir consiste à bâtir un écosystème plus cohérent et plus sain pour favoriser l'expansion des monographies en accès ouvert. Divers projets Knowledge Exchange sont menés de concert pour identifier les défis auxquels nous devons faire face, comme en témoignent l'étude et l'enquête mentionnées précédemment. Pour cela, un engagement actif de la part des différents acteurs de l'accès ouvert est nécessaire, tout en respectant les différences entre les disciplines, les cultures académiques et les activités des différentes parties prenantes. Mais nous devons également travailler ensemble, tout cela doit entrer dans le cadre d'une discussion collaborative.

Par conséquent, l'atelier « *Stakeholder Workshop on Open Access and Monographs* » visait à établir et identifier les premiers principes (les plus importants, ou urgents) d'une feuille de route européenne pour le développement de la monographie en accès ouvert. À ce stade, il est temps d'amorcer une seconde phase. Cet atelier était un appel à l'action, à l'élaboration d'un ensemble de principes et à la mise au point d'une feuille de route pour la transition vers les monographies en accès ouvert autour de laquelle la communauté peut se réunir et collaborer, avancer vers un objectif réalisable, partager ses expériences et déconstruire les stéréotypes. Cela pourrait-il être la base d'une « *Déclaration de Bruxelles sur les Ouvrages en Accès Ouvert* » ? D'un « *Plan M(onographies)* » ?

Allocution d'ouverture : les citoyens européens et l'impact des monographies en accès ouvert

Simon Tanner, King's College, Londres

Les citoyens sont des acteurs clés dans le débat sur la valeur et l'impact des monographies en accès ouvert. Ils devraient ainsi se situer au cœur des discussions, d'autant plus qu'ils ne figurent souvent pas sur les listes des parties prenantes concernées par l'accès ouvert.

Le grand public est diffus et hétérogène, nous ne pouvons toutefois pas le négliger. Nous avons tendance à diviser les acteurs en catégories pour traiter plus facilement leurs caractéristiques et leurs besoins. Par exemple, l'UE [définit les citoyens](#) comme les ressortissants européens et les membres de leur famille, mais elle les considère également comme des consommateurs d'informations et de ressources de connaissances. Ici, nous pouvons constater une ligne de démarcation claire entre le fait d'être citoyen et de s'intéresser aux travaux académiques, ce qui nous amène à la question de l'impact de l'accès ouvert. Les lignes directrices de l'UE en la matière sont axées, entre autres, sur la nature du problème traité par la recherche et sur les personnes qui en seront affectées : quel est l'impact économique, social et environnemental de l'accès ouvert ? Que signifie « impact » dans ce contexte ? L'impact désigne « les résultats quantifiables issus de la présence d'une ressource qui démontrent un changement dans la vie ou les opportunités de vie de la collectivité » ([Tanner 2012](#)). Cette définition est peut-être un peu ambitieuse, mais la notion « d'opportunités de vies » est essentielle ici, l'impact évoqué pourrait en effet apporter de petits bénéfices supplémentaires puisqu'il s'agit surtout, en fait, d'*améliorer* simplement la qualité de vie. Ce qui est difficile à établir, en revanche, c'est de savoir dans quelle mesure ces changements sont dus à la disponibilité des contenus en accès ouvert et dans quelle mesure sont-ils dus à la simple présence d'un format numérique.

Néanmoins, l'impact est exprimé par des valeurs qui, en matière d'accès ouvert, sont comprises et attribuées de manière individuelle. Pourtant, lorsque nous partageons collectivement ces valeurs, nous pouvons tomber d'accord sur ce à quoi nous aspirons en tant que société, ce qui peut avoir un effet loupe. Par exemple, le modèle d'impact nommé *Balanced Value Impact Model*, modèle théorique sous-jacent de [la stratégie d'Europeana](#), les a aidés, eux et leurs réseaux partenaires, à mesurer l'impact de leurs activités patrimoniales. Cela dit, lorsque l'on cherche à mesurer l'impact de l'accès ouvert, il est clair qu'il existe très peu de données sur les ouvrages. Pourtant, si l'on considère l'accès ouvert au sens large (les productions académiques), nous pouvons, en adoptant un discours narratif, fournir des exemples où les citoyens ont été affectés par l'accès ouvert en termes de [santé](#), d'[environnement](#), d'[économie](#), d'[éducation et de société](#). Les voix de ces citoyens doivent être entendues dans ce débat.

Le rapport du projet [Academic Book of the Future](#) présente une analyse des ouvrages soumis au Research Excellence Framework (REF) au cours de l'année 2014 au Royaume-Uni. Plus d'un millier d'éditeurs étaient représentés, mais seulement 39 d'entre eux avaient soumis 20 livres ou plus et 46 % des soumissions provenaient des 10 éditeurs les plus actifs. Il subsiste encore de nombreuses zones d'ombre en la matière, notamment sur le nombre d'ouvrages qui étaient disponibles en accès ouvert. Ces recherches ont montré à quel point

la bibliométrie n'est d'aucune aide pour l'analyse des ouvrages. Par exemple, seulement 85 % des ouvrages soumis étaient accessibles via les catalogues des bibliothèques en raison de problèmes de codes ISBN, etc. C'est une question de première importance dans le contexte de l'impact citoyen car, pour trouver une telle information, il faut d'abord être capable de la localiser. Parmi ces 7 000 études d'impact, nous ne savons pas combien de cas soumis au REF étaient soutenus par des publications en accès ouvert (ou même par des ouvrages). Nous savons que les ouvrages ont bel et bien un impact mais, à l'heure actuelle, nous ne disposons pas d'instrument de mesure viable, principalement parce que nous ne cherchons tout simplement pas à en avoir, nous ne cherchons pas activement à savoir ce qu'il en est. Si nous ne nous attaquons pas à ces questions d'impact, alors nous n'aurons pas assez de données.

Quelles sont, alors, les mesures à prendre afin de mettre en avant l'impact citoyen ? Nous pouvons commencer par nous poser la question de l'impact, qui est laissée de côté pour le moment.

- 1) Nous devons rechercher l'impact *en lien avec* des citoyens, à cet égard, il nous faut de meilleurs témoignages, de meilleures recherches et de meilleurs instruments de mesures.
- 2) Nous avons besoin de meilleures fonctionnalités pour les ouvrages en accès ouvert
 - Les ouvrages doivent être consultables en texte intégral. Si un citoyen ne peut pas trouver un ouvrage grâce à son contenu, alors ce dernier pourrait aussi bien être invisible. Il nous faut démontrer que ces ressources sont bénéfiques à tous les individus ;
 - Les citations à l'intérieur des ouvrages doivent faire partie de nos indicateurs ;
 - Il nous faut un identificateur approprié pour les ouvrages : l'ISBN est insuffisant.
- 3) Les bailleurs de fonds et les décideurs politiques devraient avoir recours aux mandats pour encourager les comportements, tout en étant conscients que les exigences supplémentaires imposées aux institutions universitaires seront en grande partie non financées.

Partie 1. L'accès ouvert va-t-il entraver la « mort du livre » présumée imminente en sciences humaines et sociales ?

En raison de la réduction des budgets d'acquisition des bibliothèques, les articles agitant le spectre de la disparition à long terme de l'ouvrage scientifique fleurissent depuis les années 2000.

D'autres facteurs ont également fait leur apparition dans la littérature, notamment les changements de pratiques qui ont vu le nombre de citations dans les communications scientifiques diminuer. Mais la tendance qui compromettrait l'existence des monographies ou la situation est-elle réelle ; ou la situation est-elle plus complexe que cela ? Autrement dit : l'accès ouvert peut-il renforcer l'usage des monographies dans des communautés où les pratiques du livre sont traditionnellement bien ancrées ; ou peut-il faciliter la mise en place de nouvelles pratiques en présence de nouveaux acteurs ? En résumé : *La Monographie est morte, vive la Monographie ?*

Sarah Kember – Goldsmiths Press

Historiquement, la mort des médias a tendance à être surestimée. Certains théoriciens critiques comme Jacques Derrida annonçait déjà la mort du livre dans les années 70, mais celui-ci perdure, en suspens entre deux mondes, dans un état de mort-vivant, sous forme de monographies trop standardisées (produites pour enrichir son CV) ou d'ouvrages coûteux vendus à des bibliothèques en difficulté : tout ne va nécessairement pas pour le mieux dans le meilleur des mondes pour les monographies. Mais l'enjeu principal réside ici dans le besoin de réévaluer la professionnalisation dans le monde académique, en particulier en ce qui concerne l'insistance de la productivité dans la recherche. Au Royaume-Uni, la prédominance des cultures d'audit, la précarisation croissante du travail, l'exploitation commerciale du travail libre et les biais de genre, entre autres, dans les pratiques scientifiques telles que l'évaluation par les pairs et la citation, en sont autant de symptômes.

Une certaine forme d'intervention est nécessaire, mais ça ne signifie pas que l'accès ouvert va à lui seul sauver le monde de l'édition ou de la monographie, a priori, l'inverse est manifestement tout aussi plausible. D'autant plus que le mandat au Royaume-Uni devance pour le moment toute autre notion (gamme) de modèles économiques viables ou tout autre engagement de financement public supplémentaire. La liberté académique, les coûts, le financement, la qualité, l'égalité et la diversité (quels individus et quels travaux relèvent de la publication scientifique ?) sont autant de questions qui suscitent de vives préoccupations. Ces aspects doivent être traités et pas seulement gérés. La question des monographies fait partie intégrante du problème de l'activité académique, à savoir la domination croissante qu'elle subit de la part d'une logique néolibérale que la politique d'accès ouvert ne fait qu'aggraver en valorisant l'innovation commerciale au détriment d'autres valeurs telles que l'invention, l'expérimentation et l'intervention sociale par la publication, qui sont très chères à Goldsmith Press. Nous ferions bien de ne pas réduire la créativité à la concurrence sur le marché.

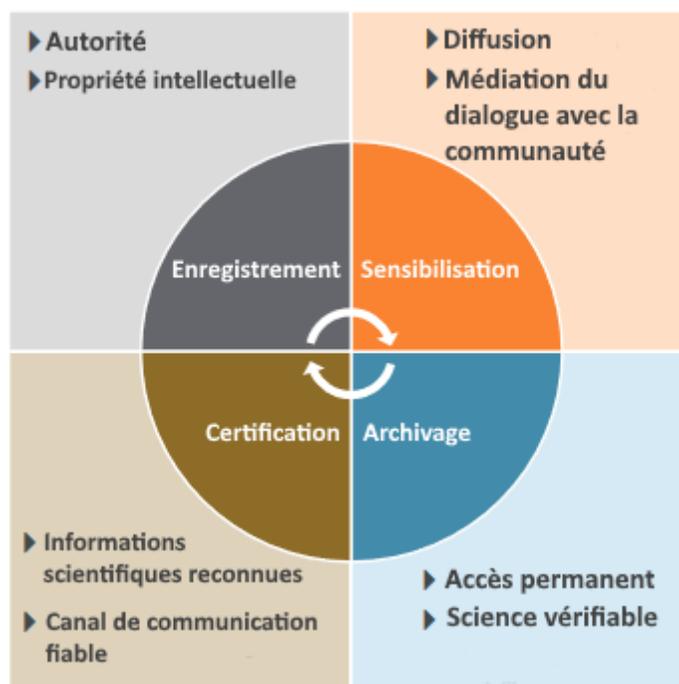
Le Plan S est la preuve que les politiques ont perdu de vue les SHS et n'accordent que peu d'intérêt à la publication d'ouvrages. Nous devons accepter que l'infrastructure d'impression ne soit pas tout simplement remplacée par une infrastructure numérique, toutes deux vont coexister et évoluer ensemble. La publication d'ouvrage est hybride (imprimé + numérique) et des embargos seront nécessaires pour alléger les coûts, elle ne pourra pas fonctionner avec des frais de publication d'ouvrage (BPC) fixes ou une licence CC BY, dans la mesure où la propriété intellectuelle ne peut être séparée de la forme ou du contenu d'un ouvrage. Nous devons élargir nos valeurs fondamentales au-delà de la conformité, de l'efficacité, du suivi et de la transparence : ce sont les valeurs du néolibéralisme et elles sont trop restreintes. Nous ne pouvons pas prétendre à un modèle unique d'accès ouvert pour tous. L'histoire des médias ne va pas dans le sens des modèles de substitution (remplacement de l'ancien par le nouveau), nous n'avons pas à céder au *solutionnisme* technologique. La recherche, la rédaction et la publication scientifique sont un processus complexe sur le plan institutionnel, nous devons reconnaître cette complexité qui dépasse les simples solutions techniques. Nous pouvons envisager de développer les aspects « systématisation » et « automatisation » (ce qui pourrait fonctionner auprès des bailleurs de fonds et entretenir des valeurs d'efficacité, de transparence et de suivi). Mais les principaux bénéficiaires de cette démarche ne seraient pas les bailleurs de fonds, les enseignants-chercheurs ou les institutions, mais bien les fournisseurs de plates-formes et les start-up technologiques, dont certaines n'investissent guère dans l'écosystème de la communication scientifique, si ce n'est que mus par le désir de monétiser les processus et services à très court terme. Par conséquent, nous devrions nous détacher de l'accès ouvert tant il délimite et régit ce que la publication scientifique nous permet de faire et de dire. Le rôle de l'accès ouvert doit être un peu plus modeste, c'est un élément important pour l'édition mais il ne devrait pas représenter un point d'arrivée : il n'y en a pas. L'accès ouvert est au centre du débat sur l'avenir de la monographie, mais les universitaires devraient également être partie prenante dans cette discussion, ainsi qu'un éventail beaucoup plus large d'institutions qui sont de plus en plus susceptibles d'avoir à payer des frais de publication d'ouvrage et de connaître des difficultés liées aux budgets de recherche existants.

Margo Bargheer, Association of European University Presses

Le fait d'avoir moi-même suivi une formation en sciences humaines me permet de mieux comprendre les besoins des chercheurs. Je dirige les presses universitaires de Göttingen (GUP) qui était en accès ouvert dès sa création et qui est encadrée par une équipe qui prône la science ouverte. À ce titre, nous soutenons également l'enseignement et la formation sur le campus, notamment autour de l'accès ouvert, je suis en outre responsable de l'édition électronique. La GUP n'est pas seule dans cette entreprise, nous faisons partie d'un groupe de presses implantées en Europe au sein d'universités ou d'organismes de recherche. La GUP a joint ses forces au groupe de travail des presses universitaires germanophones et à l'association des presses universitaires européennes (Association of European University Presses) dont je suis la présidente, qui appliquent des modèles économiques différents (pas toujours en accès ouvert) et sont confrontées à des enjeux multiples. La situation de l'Allemagne est unique en ce sens qu'elle dispose d'un système commercial puissant qui coexiste avec les presses universitaires, qui sont généralement issues de la nouvelle génération.

Nous pouvons utiliser la métaphore de « la jolie petite villa » pour illustrer les attentes des membres du monde académique en matière d'édition d'ouvrages. Le problème est le suivant : l'édition a évolué de telle manière que seuls les éditeurs qui offrent une « villa » comme option

de publication sont considérés comme valables, les autres sont considérés comme étant de moindre qualité. Mais le fait de ne pas posséder de villa vous dévalorise-t-il en tant qu'être humain ? La GUP comprend que les chercheurs aspirent à avoir une villa, mais nous cherchons à savoir ce qu'on peut offrir en tant qu'institution, car cette problématique touche l'ensemble du système de communication scientifique.



Credit: The four functions of publishing (adapted from Roosendaal & Geurts 1998)

Reference: Roosendaal, H. E., & Geurts, P. A. T. (1998). Forces and functions inscientific communication: An analysis of their interplay. In M. Karttunen, K. Holmlund, & E. R. Hilf (Eds.), *CRISP 97 cooperative research information systems in physics*. Extrait de bit.ly/2VYdx17

Les quatre grandes fonctions de l'édition scientifique, à savoir l'enregistrement, la sensibilisation, la certification et l'archivage (Roosendaal et Geertz), sont entièrement intégrées à la forme de diffusion qu'est le livre. Les technologies numériques perturbent cet ordre établi. Pour les ouvrages, cette chaîne de valeur unique qui comporte un seul producteur (l'éditeur) et intègre la sensibilisation et la diffusion n'a pas nécessairement sa place. En effet, dans un environnement numérique, nous pouvons écarter ce processus du livre.

Il nous faut comprendre que ce modèle « un ouvrage, une chaîne de valeur » est au cœur des attentes des auteurs, lecteurs et institutions, et que nous sommes face à une situation disruptive. Pour la GUP, en tant que presse, cela implique un réajustement constant de nos niveaux d'exigence et des oscillations entre les différents pôles : nos auteurs veulent des interlocuteurs spécialisés, mais en tant qu'établissement institutionnel, nous ne pouvons pas être trop spécialisés. Nous devons trouver un équilibre entre la sélectivité (viser la meilleure qualité possible) et la qualité minimale qu'offrirait un éditeur intégré. Il nous faut ensuite trouver un équilibre entre les ressources disponibles (limitées) et les obligations que nous sommes tenus de respecter envers nos auteurs, en tant que presse universitaire, c'est-à-dire que nous devons offrir nos services à grande échelle. Cette position pourrait déboucher sur de charmantes, mais plus petites maisons d'édition. Nous estimons fournir à nos auteurs une qualité suffisante, et plus important encore, nous offrons l'accès ouvert. Être édité chez GUP,

cela veut dire être publié en accès ouvert avec une version imprimée sous licence CC BY. Notre modèle économique repose sur la contribution des auteurs et des éditeurs (ce qui est typique du système allemand où les auteurs subventionnent l'édition d'ouvrage, mais avec la GUP, ils obtiennent également l'accès ouvert). Nous ne sommes pas tout seul dans cette entreprise puisque, comme évoqué précédemment, nous tentons de nous intégrer dans des groupes de travail. Nous suivons aussi de près les normes qui doivent être actualisées, ce que nous faisons via l'OASPA (même si certains membres de cette association considèrent l'accès ouvert comme un nouveau moyen de faire de l'argent). Dans ce contexte, les presses universitaires comme la nôtre ont un rôle important à jouer. Le livre ne mourra jamais parce qu'il s'avère être la meilleure forme de diffusion pour les chercheurs en sciences humaines. D'une certaine façon, c'est la meilleure manière de développer une argumentation longue, cette forme de communication n'est pas vouée à disparaître dans les SHS car elle est leur laboratoire, leur environnement de travail. Cette forme que représente le livre en tant que telle sera amenée à devenir plus fluide, etc. mais, elle ne devrait tout de même pas disparaître dans l'espace numérique.

Leena Kaakinen, Helsinki University Press

Je suis directrice de publication chez Gaudeamus, qui appartient à l'université d'Helsinki et publie des ouvrages scientifiques et documentaires en finnois. Je suis également la directrice de publication des presses universitaires d'Helsinki (HUP), qui publient en anglais. La direction des opérations de HUP est partagée entre Gaudeamus et la bibliothèque universitaire d'Helsinki, combinant ainsi l'expertise d'un éditeur professionnel et d'une bibliothèque universitaire, ce qui est très important dans ce contexte. HUP est membre du réseau Ubiquity Partner Network et je suis présidente de l'Association finlandaise pour l'édition scientifique. L'objectif de HUP est de maintenir une certaine qualité, nous sommes une organisation à but non lucratif en accès ouvert complet, nous adhérons à une évaluation par les pairs stricte et notre comité de rédaction prend toutes les décisions éditoriales. Nous publions des monographies, des ouvrages collectifs et des revues en anglais. HUP propose le téléchargement gratuit de documents en format HTML et PDF, la recherche en texte intégral et l'impression d'ouvrages et de livres numériques à la demande. Financées par l'université d'Helsinki, nos premières publications paraîtront l'an prochain, après un appel à contributions au printemps.

Pourquoi a-t-on besoin de nouvelles presses universitaires ? L'université d'Helsinki désirait avoir ses propres presses universitaires et voulait également défendre la cause de l'accès ouvert. HUP a eu le sentiment de pouvoir réunir tous ces éléments. Notre mission est de :

- 1) trouver des solutions aux problèmes actuels de l'édition scientifique ;
- 2) fournir un service d'édition de qualité aux chercheurs, en les soutenant, et non pas l'inverse ;
- 3) diffuser la recherche à grande échelle (nos modes de diffusion traditionnels souffrent de nombreux problèmes et peuvent être améliorés).

Les nouvelles presses universitaires sont nécessaires pour créer plus de canaux de publication de qualité et pour inciter à l'accès ouvert, autour duquel subsistent encore de nombreuses idées préconçues dont il nous faut venir à bout. En Finlande, les financements pour l'accès ouvert sont très limités et disséminés, ce qui est déroutant pour les auteurs. HUP ne

voulait pas attendre que cette situation s'éclaircisse, d'une manière ou d'une autre, mais souhaitait créer cette initiative pour encourager la résolution de ces problèmes. Nous avons mis en place des groupes de travail, dont je fais partie, afin de faire progresser l'accès ouvert en Finlande et de résoudre ces questions. En conclusion, le livre est toujours nécessaire pour les SHS et doit faire partie intégrante des discussions sur l'accès ouvert.

Myriam Poort, Springer Nature

Springer Nature a été fondée il y a quelques années à la suite d'une fusion. Nous sommes une société d'édition qui publie à la fois de manière traditionnelle et en accès ouvert. Notre programme de livres a été lancé en 2012 (pour Springer) et 2013 (pour Palgrave Macmillan), les deux éditeurs de notre groupe qui publient la plupart des contenus « ouvrages », toutes disciplines confondues. Nous publions en accès ouvert et nous voulons aider les chercheurs à mettre en place l'infrastructure et les technologies qui répondent à leurs besoins en matière de publication en accès ouvert. C'est ce que nous faisons pour un certain nombre de types de produits : monographies, livres courts, ouvrages collectifs, chapitres de livres et ouvrages de références. Nous avons recours à une licence CC BY et tous nos ouvrages en accès ouvert sont disponibles sous forme numérique et en version imprimée. Qu'il s'agisse d'ouvrages traditionnels ou en accès ouvert, le processus de publication est similaire. Toutefois, nous pouvons être amenés à transférer des ouvrages en accès ouvert lorsque, par exemple, des financements sont alloués, mais cela se produit toujours avant la publication. Les ouvrages en accès ouvert sont évalués par des pairs pour assurer la même qualité que celle des ouvrages conventionnels.¹ Nous facturons des frais pour nos services, qui diffèrent entre Palgrave (selon le type d'ouvrage et la discipline) et Springer (en fonction du nombre de pages). Les ouvrages sont révisés et font l'objet de la même politique commerciale : ils sont intégrés à nos connexions e-books, disponibles sur Amazon et publiés dans de nombreux formats (EPUB, HTML, PDF). Nous déposons également tous nos ouvrages dans DOAB.

Nous avons mené des études sur les raisons qui poussent les auteurs à nous choisir pour leurs publications en accès ouvert, en voici les résultats :

- 1) obtenir une diffusion à grande échelle sans se heurter à des problèmes d'accès ;
- 2) apporter un bénéfice à leur carrière, valoriser leur profil ;
- 3) répondre aux considérations éthiques de contribution à la société et d'égalité d'accès aux savoirs.

Springer Nature a mené une enquête sur les effets de l'accès ouvert ([The OA Effect](#)) sur ses propres livres en comparant les ouvrages en accès ouvert aux autres ouvrages. Nous avons constaté que les ouvrages en accès ouvert font l'objet de 50 % de citations supplémentaires, sont sept fois plus téléchargés et dix fois plus mentionnés en ligne que les autres ouvrages. L'accès ouvert contribue au succès du livre qui est tout sauf mort selon nous, puisque le nombre d'ouvrages que nous publions en SHS augmente chaque année. La vente

¹ Différentes recommandations ont été formulées à l'issue de l'atelier, nous devons notamment être conscients du vocabulaire que nous utilisons à l'égard de l'accès ouvert. L'accès ouvert reste bien souvent une solution « alternative » ou « expérimentale », voire, en l'occurrence, « non conventionnelle ».

de livres imprimés peut être remise en cause, mais le monde virtuel et les ventes de collections de livres électroniques offrent de belles opportunités. Notre rapport ne fournit cependant que des mesures et non des éléments sur l'impact de l'accès ouvert en lui-même.

Le financement constitue l'un des principaux défis auxquels nous sommes confrontés. Ces dernières années, nous avons beaucoup travaillé sur nos infrastructures et des problèmes dans le flux de travail ont été observés car les livres en accès ouvert sont traités différemment des autres sur notre plate-forme. Ces différences se retrouvent dans le développement de la plate-forme, notamment sur le plan de la comptabilité et de la facturation. Nous avons également été amenés à former nos personnels de publication à l'accès ouvert. Nous avons maintenant une équipe qui travaille avec les auteurs pour trouver des financements, mais aussi pour aider à résoudre tous les problèmes que les auteurs soulèvent, que ce soit les idées fausses qui circulent sur l'accès ouvert (en particulier en ce qui a trait à la qualité et à l'évaluation par les pairs) ou encore l'utilisation de ressources par des tiers.

Discussions :

La mort du livre et des sciences humaines

- La mort du livre et la pérennité à long terme des ouvrages en accès ouvert doit rester une question d'actualité. Toutefois, nous devons tenir compte du fait que des ouvrages ont fini par cesser d'être imprimés et être épuisés. Les nouvelles presses universitaires intégrées devraient tirer parti de leur lien avec les bibliothèques de leur institution. De plus, il existe des services de dépôt tels que la bibliothèque OAPEN, qui permettent de répartir la responsabilité d'une tâche que les petits éditeurs ne devraient pas avoir à assumer. Dans certains pays comme la Finlande, il est aussi question de stratégies de préservation du livre à l'échelle nationale.
- Le livre traditionnel est encore source de nombreux investissements en sciences humaines, mais la recherche expérimentale et l'exploration de la frontière entre recherche et édition suscite également beaucoup d'intérêt. L'édition n'est pas un véhicule passif qui ne fait que porter les travaux des chercheurs mais un moyen de faire évoluer ces travaux.
- La mort des sciences humaines ne devrait-elle pas nous préoccuper davantage que la mort du livre ? Le désintérêt dont témoignent les enseignants-chercheurs envers l'accès à leur travail et leur manque d'ouverture vers le grand public ne laissent-ils pas entrevoir la fin des sciences humaines ? Les sciences humaines dans leur ensemble doivent revoir ce qu'elles considèrent comme une solution de publication acceptable et les valeurs qu'elles souhaitent promouvoir.
- Quant aux monographies et aux disciplines évoquées, que souhaitons-nous pour l'avenir du livre et quel rôle l'accès ouvert joue-t-il à cet égard ? Les éditeurs d'ouvrages consacrent actuellement 60 à 65 % de leurs chiffres d'affaires à la vente, le marketing, les outils d'information et à la distribution. Les auteurs veulent-ils continuer à suivre ce schéma et pensent-ils toujours que cela en vaut la peine étant donné qu'il s'agit d'une part importante des coûts de base ?

- Il ne faut pas penser l'édition en termes binaires ou exclusifs (imprimé contre numérique, ouvert contre fermé, patrimoine contre nouveauté). Bien que l'accès ouvert offre de réelles opportunités, ce n'est pas la panacée qui viendra à bout des questions fondamentales auxquelles nous sommes confrontées dans le système néolibéral actuel, notamment en matière de précarité, de défaillance du système de santé et d'appauvrissement des valeurs du monde académique, en particulier avec ses valeurs fondamentales qui gravitent autour de dispositifs d'indicateurs qui se sont totalement fondus dans le système. Plus qu'ailleurs, s'il est un point où il faut être binaire, avoir une approche exclusive, c'est la question de savoir si la recherche académique est convenablement financée par l'État ou non. Nous formons chaque année un grand nombre d'enseignants-chercheurs mais nous limitons dans le même temps leurs possibilités de publication (notamment en ne leur offrant que de maigres possibilités de pouvoir payer des BPC). Il nous faut disposer de davantage de solutions de publication, qui soient moins compétitives et moins sélectives.

Partie 2. Aller au-delà des mandats ? L'élaboration de politiques favorables aux monographies en accès ouvert

Les monographies en accès ouvert sont un enjeu fondamental, tant au niveau européen que dans les débats nationaux sur la politique scientifique. L'un des éléments importants des discussions en cours est l'élaboration de politiques adéquates pour le soutien et le financement des monographies en accès ouvert.

Les bailleurs de fonds sont considérés comme ayant un rôle clé à jouer dans la promotion de l'accès ouvert. Dans certains pays comme le Royaume-Uni et la France, leurs politiques peuvent être encadrées par des plans gouvernementaux. Si la diversité représente une précieuse source de renseignements sur les différents moyens de favoriser une diffusion ouverte des communications scientifiques, l'étude commanditée par Knowledge Exchange a également souligné que les participants considèrent qu'une coordination internationale et des efforts de financement spécifiques sont essentiels pour promouvoir l'accès ouvert.

Steven Hill, Research England, un conseil de recherche membre de UK Research and Innovation (UKRI)

En ce qui concerne la place de l'élaboration des politiques et du financement dans le débat sur les monographies en accès ouvert, une intervention politique est nécessaire. Comme les communications scientifiques impliquent un large éventail d'acteurs (auteurs, éditeurs, universités, utilisateurs, bailleurs de fonds), le risque est de voir ces derniers s'entendre sur l'idée fondamentale d'un accès ouvert aux savoirs puis se tourner les uns vers les autres pour savoir *comment* mettre en œuvre le changement, personne n'étant prêt à faire évoluer son système de fonctionnement le premier. Il s'agit d'un problème politique classique où la seule solution réside dans une certaine forme d'intervention. L'intervention politique est donc importante dans ce contexte, car elle peut nous permettre de faire évoluer cette situation d'une stabilité toute relative. Elle peut influencer sur le cours des choses et changer les mentalités. Il est très difficile d'apporter du changement sans véritable catalyseur sur lequel toutes les parties prenantes peuvent s'aligner.

Quant à l'évolution de la politique britannique en matière de monographies en accès ouvert dans le contexte du processus national d'évaluation de la recherche (REF), une transition politique allant des mesures d'encouragement à la prescription de mandats a été opérée. L'accès ouvert pour les monographies est déjà encouragé au moyen d'interventions politiques subtiles et non contraignantes (cf. l'élément « environnement de recherche » du REF 2021), qui permettent aux institutions d'obtenir des crédits supplémentaires si elles parviennent à démontrer un engagement manifeste envers l'accès ouvert, notamment pour les monographies. Lors des campagnes d'évaluation à venir, le Royaume-Uni s'orientera davantage vers des prescriptions d'accès ouvert pour les monographies dans le cadre d'un glissement de l'encouragement vers la prescription. Toutefois, cette transition n'est pas qu'une question de prescriptions et de réglementations. Il importe de dialoguer avec le secteur de la recherche universitaire sur la manière de mener à bien cette transition vers un accès ouvert aux monographies. Cela se fait en partie en collaborant avec l'organisme représentatif des universités en Grande-Bretagne, Universities UK, et avec Roger Kain, président du [UUK OA monographs group](#). Ce groupe, composé d'un vaste panel d'acteurs, a contribué à amorcer un dialogue national en organisant des activités de mobilisation et en recueillant les éléments

probants supplémentaires nécessaires à l'élaboration d'une politique. L'étape finale de ce processus implique une évaluation nationale de la politique d'accès ouvert du Royaume-Uni, qui intègre les monographies, par l'organisme UKRI (UK Research and Innovation). Les travaux du groupe « UUK OA monographs » vont alimenter les réflexions sur les monographies en accès ouvert en vue des éventuels mandats qu'exigeraient les bailleurs de fonds de recherche comme dans le cadre de la campagne nationale d'évaluation de la recherche (National Research Assessment Exercise).

Elaborer une politique dans ce contexte n'est pas une mince affaire compte tenu de la complexité de la situation. Pour ce qui est des monographies, il nous faut respecter un certain nombre de points en matière de politique :

1) Nous devons calculer soigneusement notre fenêtre d'action, à savoir le moment opportun où nous pourrions exprimer clairement notre politique et raisonnablement voir les monographies devenir disponibles en accès ouvert. Nombre d'ouvrages soumis à l'évaluation lors de la prochaine campagne font d'ores et déjà l'objet de contrats de publication ou sont déjà écrits et cela devra être respecté ;

2) Nous devons respecter la diversité de points de vue au sein de la communauté SHS sur la question des licences. Ce qui comprend notamment les débats en cours visant à déterminer si la licence CC BY est acceptable pour le monde de la recherche académique. Il nous faut également étudier avec soin la problématique du droit des tiers ;

3) Il nous faut clairement afficher que ce que nous voulons ne s'applique pas aux œuvres « créatives », ces dernières formant un type de production savante à part. Il nous appartient de mettre en place des dispositions portant sur les livres visant le grand public ;

4) Nous avons besoin d'un faisceau de données probantes nous permettant d'élaborer une conception de l'équilibre entre les différents modèles de financement, en particulier du rôle de la voie verte.

Tous ces éléments sont de première importance, mais ce ne sont que des compléments à une réponse politique nécessitant de la clarté et qui fixe un cap très clair. Ce n'est pas parce que nous ne parviendrons pas à tout faire qu'il ne faut rien faire du tout.

Questions

Quel sera le lien entre le Research Excellence Framework (REF) et les mandats, ces derniers s'appliquant non seulement aux projets subventionnés mais aussi à tous les ouvrages qui pourront être soumis au REF. *Quel type d'engagement existe-t-il pour que des fonds supplémentaires soient mis à disposition en vue de financer les BPC ou le développement d'entrepôts ?*

Steven Hill : les mandats s'appliquent aux articles et aux ouvrages soumis au REF indépendamment de leur mode de financement. Pour autant, bon nombre d'entre eux dépendent en effet des activités de financement de projets (provenant par exemple du Conseil européen de la recherche - ERC - ou du Conseil de la recherche sur les arts et les humanités - AHRC). Nous finançons les universités de manière substantielle, ce qui leur permet déjà de financer leurs ouvrages en accès ouvert. Nous sommes actuellement en pleine révision de notre politique et nous ne nous sommes pas encore prononcés sur la possibilité d'un véritable fonds dédié qui pourrait être distribué en fonction du volume d'activité de publication d'ouvrages,

par exemple. Le risque est de faire grimper les BPC, ou en tout cas de ne pas exercer de pression à la baisse. Nous devons réfléchir avec soin à la manière de mettre en place un tel fonds et déterminer si ce dernier sera ou non plafonné. Nous sommes conscients que la question du financement se pose, mais on peut envisager différentes façons de traiter le problème et un fonds dédié n'est qu'une option parmi d'autres à examiner.

Faut-il tenir compte de l'historique de publication en accès ouvert des chercheurs quand ceux-ci présentent une demande de financement ?

Steven Hill : nous allouons les financements en fonction des performances passées au cours de la campagne d'évaluation de la recherche nationale. Avec la prochaine évaluation, nous exigerons que les articles de revues soient disponibles en accès ouvert avant même de pouvoir être soumis à ladite évaluation. Nous avons été critiqués par la communauté académique, cette évaluation pouvant potentiellement exclure des travaux de recherche de haute qualité qui ont été publiés en accès fermé ou qui sont soumis à un *paywall*, cela est considéré comme injuste et il nous faut formuler des critères à cet égard. C'est la raison pour laquelle, dans cet environnement politique, les chercheurs disposent d'une grande marge de manœuvre et peuvent déroger à cette politique, car nous sommes particulièrement sensibles à cette problématique.

Jean-Claude Kita – Fonds de la Recherche Scientifique (FNRS), Fédération Wallonie-Bruxelles, Belgique.

Le F.R.S.-FNRS est l'une des deux principales agences de financement de Belgique. Nous avons identifié trois enjeux majeurs :

- 1) Comment encourager la diffusion des monographies en accès ouvert ?
- 2) Comment fournir des politiques ou des initiatives de financement qui ne soient pas discriminatoires envers certaines disciplines ou communautés ?
- 3) Comment renforcer la collaboration ou le partage des bonnes pratiques d'un point de vue organisationnel ?

Le F.R.S.-FNRS, qui promeut la valorisation des résultats de la recherche en stimulant et en finançant la recherche fondamentale dans les universités francophones de Belgique, a signé la Déclaration de Berlin et mis en œuvre un mandat d'accès ouvert en 2013. Pour ce qui est des monographies, le F.R.S.-FNRS œuvre encore à un stade très expérimental. Les contraintes que nous rencontrons (tout comme d'autres pays) sont liées à la forme physique du support, à ses différents canaux de diffusion (via les catalogues des bibliothèques), à des coûts de production accrus, et à un système éditorial qui n'est pas prêt à gérer les ouvrages en accès ouvert.

Quels types de stratégies pouvons-nous concevoir pour promouvoir la publication en accès ouvert ? Il nous faut prendre en considération les attentes des chercheurs en SHS (par exemple, l'augmentation du lectorat et de la visibilité de leurs travaux de recherche) et les autres difficultés auxquelles ils sont confrontés. Pour ce faire, nous devons comprendre les fondements de leur motivation à publier une monographie en accès ouvert, qui diffèrent en fonction du statut du chercheur, en début de carrière ou titulaire, et de la nature de leur publication, chapitre ou ouvrage. Le choix d'une stratégie de publication basée sur leurs objectifs permettrait de cibler les éditeurs et les séries de livres les plus appropriés et de déterminer

les modèles économiques les plus adaptés aux monographies en accès ouvert, en particulier dans un contexte où les BPC demandés par les éditeurs commerciaux pour les ouvrages et les chapitres sont trop élevés pour la plupart des chercheurs et universitaires belges.

Cependant, nous devons également tenir compte des enjeux auxquels sont confrontés les bailleurs de fonds : par exemple, comment surmonter au mieux les obstacles juridiques, les problèmes de licence et les politiques des éditeurs lorsqu'ils mettent en œuvre un mandat pour les monographies en accès ouvert ? Les enseignants-chercheurs ont besoin d'un accompagnement en la matière, ce qui fait souvent défaut aux bailleurs de fonds. Un défi supplémentaire réside dans l'identification d'un modèle économique adapté, que ce soit la voie verte, dorée ou diamant. Enfin, une autre question se pose, celle de l'adaptation du système actuel d'évaluation et de promotion aux résultats de recherche numériques, le prestige et la qualité académiques étant encore majoritairement liés à la forme matérielle des résultats de recherche. De nombreux chercheurs ne font pas confiance au livre numérique et pensent que ce dernier compromet leur progression ou leur capacité à obtenir des subventions de recherche. Nous autres organismes de financement devons prendre davantage de mesures d'encouragements à l'égard des travaux numériques dans nos procédures d'évaluation.

Quels sont les instruments de financement dont dispose le F.R.S.-FNRS ? Nous avons lancé un appel pour financer les ouvrages et les périodiques en accès ouvert qui, en 2018, a bénéficié d'un taux de succès d'environ 50 % (160 000 € alloués sur un budget total de 350 000 €). Une fois en accès ouvert et soumis à un contrôle éditorial national et une évaluation anonyme par des pairs, ce financement a couvert les coûts de composition, d'infographie, de relecture et de traduction des publications. Pour nous, la voie à suivre réside dans la collaboration internationale, qui est un moyen de faciliter l'adoption et l'acceptation des monographies en accès ouvert à grande échelle, en particulier en ce qui concerne la prescription de mandats et sa mise en application. Les bailleurs de fonds doivent financer les services d'infrastructure internationaux de l'accès ouvert comme OAPEN ou DOAB et nous avons besoin d'une harmonisation des politiques pour soutenir la diffusion des contenus en accès ouvert comme Science Europe. Il nous faut également prendre part à des appels transnationaux comme ERA-NETS, OpenAIRE2020 ou encore FP7, tout en élaborant des stratégies collectives pour mettre en œuvre de nouveaux critères d'évaluation de la qualité. En conclusion, il est clair que la transition vers les monographies en accès ouvert doit représenter un effort collectif de toutes les parties prenantes (bibliothèques, bailleurs de fonds et sociétés savantes).

Olaf Siegert - Association Leibniz

Comme évoqué dans l'étude intitulée « *Landscape Study on Open Access and Monographs* », le paysage de la recherche est décentralisé en Allemagne : les universités sont financées, non par un gouvernement central, mais par les 16 états fédéraux qui ont chacun leur propre politique de recherche, ainsi, il n'existe pas de voie politique bien définie. Le secteur académique est très actif dans le domaine de la recherche, mais l'Allemagne compte également de grands organismes de recherche non universitaires, à savoir les sociétés et associations de recherche Max Planck, Helmholtz, Leibniz, Fraunhofer et les académies des sciences. Ces dernières représentent environ 20 à 25 % de toute la production scientifique. Les disciplines « monographiques » (Sciences humaines et sociales) sont principalement représentées au sein de Leibniz, des universités et des académies. L'Alliance des organismes

de recherche allemande² a été créée pour coordonner les différents intérêts et activités concernant les politiques de recherche. Au sein de l'alliance, l'initiative prioritaire « Digital Information » (Informations numériques) a été lancée en 2008. À l'origine, l'activité consistait essentiellement à mettre en place et coordonner des groupes de travail et à formuler des lignes directrices. Plus récemment, l'alliance a également financé des projets majeurs, notamment le [projet DEAL](#) qui a permis des négociations avec de grands éditeurs et le projet [OA2020-DE](#) avec le point de contact national pour l'accès ouvert, financé à la fois par la DFG et l'alliance. L'un des groupes de travail thématiques de l'initiative traite en particulier des publications scientifiques, notamment des modèles économiques des monographies en accès ouvert.

En septembre 2018, ce groupe de travail a organisé un atelier d'experts à Bonn intitulé « The Future of the Research Monograph » sur le thème de l'avenir de la monographie de recherche, 50 invités se sont réunis pour entendre les points de vue de trois groupes d'intervenants : auteurs/sociétés savantes, bailleurs de fonds et bibliothèques. Une session de 4 à 5 interventions a été organisée pour chaque catégorie de parties prenantes. Ces derniers se sont penchés sur les différentes manières de soutenir l'accès ouvert dans les disciplines monographiques et les meilleures stratégies de soutien et de transformation en vue de créer une culture de l'édition axée sur l'accès ouvert. L'atelier a débuté par un discours d'introduction d'Eelco Ferwerda qui est revenu sur l'étude Knowledge Exchange intitulée « *Landscape Study on Open Access and Monographs* » (qui contient notamment les résultats de l'étude nationale allemande). La séance suivante, consacrée aux différents points de vue des parties prenantes, a donné les résultats suivants :

- La session des auteurs a montré que ceux-ci souhaitent toujours disposer de la monographie imprimée en tant que forme de publication, mais ils ont reconnu qu'une version supplémentaire en accès ouvert serait bénéfique pour des raisons de visibilité et d'utilisation améliorée (annotations, recherche de citations, etc.).
- La session des organes de financement a estimé que l'absence de normes définies pour financer les monographies en accès ouvert constitue un véritable problème. L'un des principaux obstacles rencontrés réside dans le calcul des coûts (quels éléments peuvent être financés et lesquels ne le peuvent pas ? Comment est-il possible de faire preuve de plus de transparence ? Selon les participants, il est nécessaire de mettre en place davantage de partage d'expériences et d'actions en réseau entre bailleurs de fonds.

2 Note du traducteur : il s'agit d'un regroupement intitulé Allianz der Wissenschaftsorganisationen qui regroupe la fondation Alexander von Humboldt-Stiftung, le DAAD, Service allemand des échanges académiques, Deutscher Akademische Austauschdienst (DAAD), l'association allemande pour la recherche, Deutsche Forschungsgemeinschaft (DFG), la société Fraunhofer, Fraunhofer-Gesellschaft, l'association Helmholtz, Helmholtz-Gemeinschaft, l'association Leibniz, Leibniz-Gemeinschaft, la conférence des présidents d'établissements de l'enseignement supérieur, Hochschulrektorenkonferenz, la société Max Planck, Max-Planck-Gesellschaft, l'académie nationale des sciences Leopoldina, Nationale Akademie der Wissenschaften Leopoldina, et le conseil de sciences, Wissenschaftsrat. L'association Leibniz assure la coordination de cette alliance depuis 2019.

- La session des bibliothèques a révélé que le rôle de ces dernières comporte de multiples facettes, elles sont en effet impliquées non seulement dans le financement des monographies en accès ouvert, mais aussi dans l'archivage, la gestion des métadonnées, l'intégration aux systèmes de recherches d'informations et l'édition. Dans ce contexte, l'utilisation des budgets d'acquisition pour de nouveaux modèles de financement (comme le financement participatif ou les accords d'adhésion) pourrait augmenter et les bibliothèques pourraient jouer un rôle plus actif et plus visible entre les auteurs et les éditeurs dans le domaine de l'accès ouvert.

La mise en réseau des bailleurs de fonds a été considérée comme une autre voie à explorer, d'autant plus qu'un grand nombre d'universités et d'organismes de recherche sont en train de mettre en place des fonds dédiés aux monographies en accès ouvert. L'alliance souhaite soutenir cette approche. Une fois que d'autres normes auront été définies, elle souhaite également publier des lignes directrices à l'intention des bailleurs de fonds et continuer à promouvoir les rôles multiples des bibliothèques. Ensuite, l'Alliance souhaite potentiellement ouvrir la structure de l'atelier aux éditeurs pour réfléchir à de futurs modèles économiques viables, en particulier pour la langue allemande.

Exemples de politiques appliquées par d'autres bailleurs de fonds

Le **Wellcome Trust** a récemment annoncé le lancement d'une nouvelle politique en 2020, mais cette dernière ne concerne que les articles. Pour ce qui est des politiques en faveur de l'accès ouvert, l'historique de la fondation porte sur les articles et remonte à 2005, avant de faire l'objet d'une mise à jour pour intégrer les ouvrages en 2012. La fondation s'est encore engagée dans un processus de réflexion critique quant à la meilleure façon de formuler une politique d'accès ouvert pour les monographies. Elle considère les monographies comme une ressource importante pour la communauté et les citoyens. À l'heure actuelle, elle soutient la publication (de monographies) en accès ouvert avec BPC et impose une voie verte de publication en accès ouvert lorsque cette option n'est pas proposée par les éditeurs.

L'ERC (Conseil européen de la recherche) est financé dans le contexte du programme-cadre de recherche de l'UE (FP). À ce titre, il est soumis de manière générale aux mêmes règles que l'intégralité du programme. Toutefois, son approche à l'égard de l'accès ouvert comporte certaines spécificités. L'ERC soutient l'accès ouvert pour toutes sortes de productions scientifiques telles que les monographies, les publications longues et les chapitres depuis ses débuts (la première déclaration du Conseil scientifique de l'ERC sur l'accès ouvert a été publiée en 2006, avant même le lancement officiel de l'ERC en 2007). Quant à savoir si les monographies devraient être intégrées dans les fonds d'accès ouvert, cette question n'a jamais suscité le moindre doute au sein du conseil scientifique de l'ERC. Aujourd'hui, tous les candidats et titulaires de subventions savent que l'obligation de publier en accès ouvert telle qu'elle est énoncée dans les conventions de subventions s'appliquent également aux monographies et aux chapitres d'ouvrage. Cela apparaît de manière explicite dans le programme de travail et figure parmi les informations fournies aux candidats, afin que ces derniers puissent prévoir leur budget à l'avance. Parfois, les candidats n'ont pas tout à fait connaissance des montants que peuvent atteindre les BPC, ou des contraintes imposées par les éditeurs sur la voie verte de publication en accès ouvert pour ce qui est des ouvrages et des chapitres. En outre, si un ouvrage est publié après que le projet est terminé, les coûts liés à l'accès ouvert ne peuvent plus être imputés à une subvention. Face à ce problème, les éditeurs ont fait preuve de créativité, en adaptant notamment leurs contrats d'édition, mais cette solution n'est pas toujours possible. D'après une étude commanditée par l'ERC à paraître prochainement, le taux de publications en accès ouvert de l'ERC pour les ouvrages et les chapitres issus des projets financés dans le cadre du 7^{ème} programme-cadre et durant les trois premières années d'Horizon 2020 est d'environ 40 % (toujours selon cette étude, le taux de publication en accès ouvert pour les articles de revues évaluées par des pairs, pour la même période, est sensiblement plus important et atteint plus de 70 %). Si le chiffre de 40 % ne semble pas très élevé, il convient de rappeler que durant les premières années de l'ERC, l'accès ouvert était recommandé et non exigé par le biais d'un mandat. Le mandat d'accès ouvert a vu le jour en 2012 et n'imposait alors que de faire au mieux, celui-ci n'est devenu une obligation au sens strict qu'avec le projet Horizon 2020. Pour le moment, il n'existe aucun plafond pour les BPC.

La Commission européenne propose une nouvelle politique d'accès ouvert rationalisée dans le cadre de son projet *Horizon Europe*. L'accès ouvert est ainsi obligatoire pour toutes les publications évaluées par des pairs. Toutefois, la convention de subvention commentée actuelle, qui a été rédigée aux débuts du programme-cadre, lève effectivement cette obligation pour les monographies et recommande simplement la publication en accès ouvert. Même s'il est impossible de modifier cette interprétation pour ce qui est d'Horizon 2020, le projet Horizon Europe exigera explicitement l'accès ouvert aux monographies, intégrant ainsi ce travail de recherche essentiel dans la prescription de son mandat. À l'heure actuelle, tous les coûts sont éligibles à une subvention et il n'existe pas de plafond pour les BPC, alors que les détails du soutien financier apporté à l'accès ouvert dans le cadre d'Horizon Europe sont en cours de finalisation.

Feuille de route 1. Politiques

Si certains pays ont vu naître des mesures d'encouragement, seuls quelques-uns ont officiellement adopté la prescription de mandats pour les monographies en accès ouvert.

L'étude commanditée par Knowledge Exchange intitulée « *Landscape Study on Open Access and Monographs* » a comparé les différentes politiques de huit pays européens en matière d'accès ouvert et a constaté des variations significatives dues à la nature même des structures politiques. Ce morcellement des parties prenantes et des politiques représente une problématique fondamentale et récurrente. Bien qu'il existe de nombreux programmes de promotion de l'accès ouvert, la plupart des politiques sont fondées sur des recommandations plutôt que sur des mandats et, hormis dans le cadre d'une stratégie nationale d'accès ouvert, les monographies ne sont bien souvent pas intégrées à ces politiques. Parmi les raisons qui freineraient le progrès, de manière générale, on trouve l'importance accordée à la publication de revues et la complexité des structures de publication de monographies. Que faut-il mettre en œuvre sur le plan politique pour améliorer la cohérence parmi les acteurs et faire en sorte que les politiques d'accès ouvert pour les monographies (financement, mandats, qualité et référencement) soient pratiques, réalisables et conformes aux pratiques quotidiennes des chercheurs ?

Enjeux majeurs

- Les politiques attachent plus d'importance aux articles de revues qu'aux monographies. Est-il nécessaire de mettre en place des politiques propres aux revues et aux monographies ? À cet égard, le Plan S est-il trop restreint ?
- Jusqu'à présent, on compte beaucoup de recommandations pour peu de mandats. Une politique durable (qui tient compte des attentes commerciales, académiques et professionnelles) est nécessaire. Si la prescription de mandats devance les modèles économiques durables, cela ne fonctionnera pas (les monographies coûtent plus cher que les articles et sont plus vulnérables envers les risques financiers).
- De nouvelles idées font défaut dans ce domaine, les politiques et mandats actuels traduisent une envie de continuer avec les mêmes modes de fonctionnement, or nous devrions plutôt chercher des solutions pour modifier les coûts ou la structure financière des publications en accès ouvert.
- Comment la diversité (pays, langue, discipline) est-elle prise en compte ? Il n'existe pas de solution universelle. Faut-il passer d'une politique à des politiques ? De même, la monographie n'est pas un monolithe et on compte de nombreux types de monographies différents (par exemple, les premiers ouvrages, les thèses de doctorat, les livres commerciaux et ceux qui n'apportent aucun revenu, les livres expérimentaux, etc.).
- Comment mettre en œuvre une politique et dépasser les vœux pieux ? Une coopération et des investissements de la part de différentes parties prenantes seront nécessaires pour cela. Peut-être devrions-nous procéder étape par étape et ne pas essayer de trouver des solutions tout-en-un.
- Nous avons besoin de références, par exemple, qu'entend-on par publication en accès ouvert ?
- Les chercheurs ressentent mal qu'une trop grande part de responsabilités puisse peser sur leurs épaules. Que pouvons-nous raisonnablement demander aux auteurs

(déposer une copie de leurs publications dans un entrepôt) ? La culture académique a besoin d'action en sa faveur, en plus des ordres imposés d'en haut. Mais la pratique du bâton n'est-elle pas parfois davantage nécessaire que celle de la carotte ?

- Quid d'un guide politique ? Dans un catalogue des mesures d'accès ouvert devraient figurer une politique claire (deux pages maximum), la transparence des coûts, des règles établies par les chercheurs et des objectifs réalistes. Il faut garder à l'esprit les objectifs de cette politique et veiller à ce que l'accompagnement se fasse dans la bonne direction. Quelle est la différence entre politique et accompagnement à cet égard ?
- On constate une préférence pour des licences particulières concernant le financement et les mandats, les chercheurs sont-ils suffisamment informés à ce sujet ? Tenir compte des chercheurs en sciences humaines et de leurs attentes envers la licence CC BY (qui autorise les œuvres dérivées).
- Les bailleurs de fonds méconnaissent quelque peu les infrastructures de financement (bien que certains comme la fondation Wellcome commencent maintenant à financer des plates-formes). Quels sont les enjeux pour les bailleurs de fonds, quels types d'infrastructures, quels processus d'infrastructures envisageraient-ils de financer ?
- Il faut financer les services. Les infrastructures sont financées pour fournir les services de publication de monographies dont les chercheurs ont besoin. Par exemple, la Commission européenne a financé des services par le biais des programmes de travail sur les infrastructures de recherche. L'interopérabilité des différents types de services pour les monographies est essentielle (voir les projets HIRMEOS et OPERAS). Les bailleurs de fonds paient dorénavant pour ces services fournis par des éditeurs commerciaux, soit directement grâce à des accords, soit (indirectement) par le biais des BPC. Il est important de fournir des services de publication qui seront davantage exploités en fonction de l'intérêt public que d'intérêts commerciaux. Dans quelle mesure sous-traite-t-on des services à des entités dont les intérêts ne correspondent pas nécessairement à ceux des universités ou des bailleurs de fonds ?
- L'accès ouvert met à jour des problèmes liés au coût des publications que nous avons en grande partie ignoré par le passé : combien d'argent faut-il investir pour soutenir et publier une discipline, par exemple ?
- Les BPC et l'accès ouvert représentent deux enjeux bien distincts, avec les BPC, nous créons un autre niveau de problèmes d'accès pour les pays du Sud, pas d'accès au contenu mais bien à de multiples options de publication. En outre, les BPC liés aux marques peuvent entraîner une inflation des prix.

Recommandations

- Il est nécessaire de savoir de quoi l'on parle avant de mettre en œuvre des politiques : cela implique un certain nombre de normes et une définition/explication claire de ce que l'on entend par accès ouvert.
- Nous devons prioriser nos actions, nous attaquer d'abord aux questions les plus urgentes et commencer par là pour obtenir un effet de propagation.
- Les politiques doivent tenir compte de l'impact sociétal et de la valeur des activités en accès ouvert pour les milieux extérieurs au monde universitaire, par exemple les citoyens et les enseignants.
- Le suivi devrait faire partie intégrante de la politique.

- Tout guide politique devrait comporter des chapitres qui traitent de manière claire de la mise en œuvre de l'accès ouvert ainsi que des chapitres propres à chaque discipline.
- Il nous appartient de respecter les préoccupations des enseignants-chercheurs au sujet des licences (notamment concernant les œuvres non dérivées), mais il est aussi nécessaire de collecter un corpus de travaux de recherche probants et publiés sous licences libérales dont l'usage ultérieur n'a posé aucun problème à qui que ce soit. Nous devons afficher clairement les avantages des licences libérales tout en autorisant l'utilisation de licences plus restrictives.
- Le risque est de voir les bailleurs de fonds nationaux rejoindre de grandes infrastructures monolithiques alors que par tâtonnements, soutenir de petites initiatives interoperables pourrait être une meilleure façon de procéder. En raison de limitations budgétaires, les organes de financement pourraient avoir à choisir entre financer directement les universités, soutenir la publication par les auteurs ou financer l'activité d'infrastructures.
- Il est logique de voir les bailleurs de fonds investir dans les infrastructures, mais nous devons réfléchir à la façon dont nous, en tant qu'initiatives, infrastructures et parties prenantes, devons collaborer pour réaménager les flux financiers afin de créer des modèles et des plates-formes de consortiums, notamment en créant une entité juridique qui puisse avancer les fonds. Ces organes de financement pourraient abonder non seulement les plates-formes en elles-mêmes mais aussi le mécanisme de mise en place de nouveaux accords s'articulant autour des questions de financement et de durabilité.
- Les financeurs devraient réfléchir à la manière dont ils peuvent soutenir des infrastructures dans leur organisation, notamment sur le plan financier : mise en place et fonctionnement de l'organisation, coûts administratifs, ressources humaines, etc. Des modèles économiques peuvent alors être identifiés pour les services fournis par les infrastructures, un autre aspect de la question.

Au lieu des BPC, d'autres modèles (de plates-formes) doivent être explorés et il faut traiter les auteurs d'où qu'ils viennent dans le monde sur le même pied d'égalité, en fonction de leurs mérites et non de leurs moyens. Les acteurs universitaires devraient conserver la maîtrise de leurs labels et ne pas les vendre aux éditeurs, au risque de se retrouver dans la même situation qu'avec les abonnements.

- Le monde académique redoute les mandats qui obligent à publier les travaux en accès ouvert sans aucun financement pour ce faire. Il faut afficher des procédures claires de demande de financement pour les chercheurs dans le cas où un modèle avec BPC est privilégié ou bien explorer d'autres modalités de financement (institutionnel) facile à appréhender par les auteurs et évacuant leurs craintes.

Feuille de route 2. Engagement des auteurs

L'engagement des auteurs est essentiel au succès des monographies en accès ouvert. Cependant, dans les faits, de nombreux auteurs et sociétés savantes font encore preuve de méfiance ou demeurent mal informés à ce sujet.

L'enquête de Knowledge Exchange a montré que les préoccupations en matière de coûts, de financement et de qualité étaient prioritaires chez les auteurs. L'enquête a également révélé qu'un changement dans les mentalités apparaissait comme un point de passage essentiel au développement des monographies en accès ouvert dans les pays participants. Quelles sont les tactiques à mettre en place pour encourager les auteurs à adopter les monographies en accès ouvert ?

Language Science Press (LSP), fondée en 2014, est un exemple de presse impliquée dans l'engagement communautaire, qui a notamment recours à la relecture communautaire et à des listes de diffusion de sympathisants, des titres de revues pilotés par des enseignants chercheurs, des ambassadeurs en conférences, etc. L'engagement de LSP est né de l'insatisfaction envers le paysage éditorial existant peuplé d'auteurs à la recherche d'un éditeur. Quant aux linguistes, ils savent plutôt bien s'organiser lorsqu'il s'agit de prendre leur destin en main (voir par exemple l'affaire *Lingua/Glossa*), ce qui est peut-être dû à la taille du domaine qui, en l'occurrence, n'est pas trop importante. Plutôt que celui des auteurs, LSP est donc plus axé sur l'engagement auprès de la communauté dont ils font partie. Ainsi, le label LSP se veut communautaire, ouvert et allégé, (c'est-à-dire exempt de tous les coûts liés à l'entrepôt, à la gestion des droits, aux droits d'auteurs, au marketing, etc.) Pour stimuler l'engagement des auteurs, ils s'appuient cependant sur la notion de prestige, que ce soit en produisant des grands noms avec des ouvrages de haute qualité, ou en faisant preuve d'innovation (grâce à de nouvelles fonctionnalités, une flexibilité accrue, etc.). Pour ce faire, sur le plan de l'organisation, le développement d'un ouvrage se fait main dans la main avec les auteurs dans le cadre d'une approche collaborative. Par exemple, LSP travaille avec un modèle d'intégration continue (adapté du développement logiciel) ayant recours à GitHub/Overleaf/paperhive/docloop au lieu de relectures successives. LSP n'applique pas de BPC, est transparent sur ses tarifs et offre le choix à ses auteurs. Ces derniers attachent toujours une certaine importance à disposer d'une version imprimée, mais en général l'accès ouvert est souhaité par les linguistes : nombre d'entre eux effectuent des recherches de terrain, à l'étranger, et souhaitent que leurs ouvrages soient ouvertement accessibles sur place. En tant que presse communautaire, LSP n'a pas vraiment besoin de faire de la publicité. C'est un point sur lequel les presses disciplinaires se distinguent des presses généralistes. Ici la question de l'engagement est toute autre.

Les sources de préoccupation des auteurs

- *Qualité et prestige.* Les presses en accès ouvert tendent à être de petites maisons récentes et sont donc bien souvent activement déconseillées par les institutions (ce qui est également dû à une perception inspirée par une vision traditionnelle des évaluations de la recherche). Les dirigeants d'université et les procédures académiques ne se sont pas encore approprié l'accès ouvert comme ils le devraient. De même,

l'enquête menée par Springer Nature a montré que 41 % des chercheurs s'inquiètent de la qualité de l'accès ouvert, en particulier les chercheurs non européens.

- *BPC et financement des monographies en accès ouvert.* Les mandats peuvent s'avérer être des mesures d'incitation involontaires à l'inflation des BPC, ou peuvent fournir aux parties prenantes un autre moyen de fixer les prix en fonction de leurs modèles existants. Les auteurs n'ont tout simplement pas les moyens de payer ces BPC (en augmentation) et voient d'un mauvais œil l'idée de donner des parts importantes d'argent public à des éditeurs commerciaux. Où les auteurs peuvent-ils trouver des financements pour les monographies en accès ouvert ?
- *Travaux dérivés et licences pour les ouvrages en accès ouvert.* La question des travaux dérivés porte, entre autres, sur la traduction et la citation directe. Au Royaume-Uni, les anthropologues s'inquiètent de la confiance accordée par la personne à l'origine de la citation à celle qui en fait l'usage, car les extraits d'entretiens peuvent être utilisés hors contexte en l'absence de licence CC BY-ND. Il en va de même pour les traductions, considérées comme une véritable contribution intellectuelle. Il s'agit d'une question différente de celle des droits des tiers, qui pose problème dans certains domaines comme la musique et l'histoire de l'art.
- *Ouvrages commerciaux et thèses.* Il existe certains ouvrages commerciaux fondés sur des travaux de recherche (qui sont pris en compte dans les évaluations de la recherche tout en étant lus par le grand public) dont les universitaires tirent une rémunération. Une idée prévaut que l'accès ouvert n'entraîne une baisse des ventes des ouvrages imprimés (et donc une diminution des droits d'auteurs perçus). Comment cette question s'intègre-t-elle dans un mandat d'accès ouvert ? Qu'en est-il de l'adoption d'un cours quand, au lieu de l'achat d'un manuel en vingt exemplaires par la bibliothèque, les étudiants se voient offrir la possibilité de consulter sa version en accès ouvert ? De la même façon, quand une thèse est mise à disposition en accès ouvert, des craintes existent que ladite thèse ne soit pas publiée par la suite sous forme de livre.
- *Marketing et exposition.* La publication ouverte n'est pas suffisante. La publicité est nécessaire, les ouvrages doivent trouver leurs lecteurs. L'accès ouvert suffit-il potentiellement à assurer une exposition internationale ? Quel est l'intérêt de publier en accès ouvert, quelle est la plus-value pour les auteurs ? L'accès ouvert ne signifie pas nécessairement une diffusion et une disponibilité améliorées.

Recommandations

- Nous devons accepter les craintes et les préoccupations souvent fondées des auteurs à l'égard des monographies en accès ouvert et nous engager à leurs côtés :
 - En prenant les enseignants-chercheurs et universitaires au sérieux, en étant prêt à tenir ce débat avec les communautés, débat qui fait souvent autant appel au cœur qu'à l'esprit. Si nous voulons que les auteurs choisissent les monographies en accès ouvert, alors les éditeurs, les sociétés, les bailleurs de fonds, etc. doivent engager le dialogue avec leurs communautés.
 - En éduquant les auteurs, dans certains cas, à anticiper et dissiper leurs craintes en matière d'accès ouvert. Par exemple, le groupe de travail sur les monographies en accès ouvert du Royaume-Uni (*Universities UK OA Monographs working group*) organise des événements où les universitaires peuvent exprimer leurs préoccupations, comprendre leurs options et éventuellement

constater que leurs préoccupations ne correspondent pas à la réalité. Bien souvent, les craintes suscitées par les licences peuvent être atténuées en fournissant des informations supplémentaires, de même que les inquiétudes relatives aux ventes d'ouvrages imprimés en apportant des preuves sur les effets positifs, sinon neutres, de l'accès ouvert.

- En reconnaissant les préoccupations qui existent au sein des disciplines et communautés par une approche pragmatique, c'est-à-dire, en offrant différentes options de licence et d'évaluation (ouverte). Nous devons respecter les préférences de certaines communautés quant à l'utilisation de leurs travaux (voir la question des travaux dérivés et des traductions).
- Lorsqu'on parle d'engagement, cela signifie se rapprocher des universitaires là où ils se trouvent, il s'agit d'identifier des communautés de recherche. Par exemple, la LSP est le fruit d'une pratique communautaire. D'autres cultures/pratiques pourraient fonctionner selon le même schéma. Il s'agit davantage d'engagement communautaire que d'engagement des auteurs.
- Les mandats sont un moyen d'influer sur le comportement des auteurs, mais ils devraient aussi viser à les encourager, en mettant l'accent sur la qualité et le prestige de l'accès ouvert (sur le plan du recrutement, de l'évaluation, etc.). Il est particulièrement important d'encourager le rôle moteur des universités, qui doivent se mobiliser et soutenir leurs enseignants-chercheurs et universitaires dans la publication de leurs travaux en accès ouvert. Les universités font désormais partie des signataires de la déclaration sur l'évaluation de la recherche (DORA), qui met en avant la valeur académique d'une publication, et non son lieu de publication. Ce message doit également être relayé auprès des responsables de haut niveau et encadrants où des mythologies sont souvent perpétuées de génération en génération.
- Nous devrions financer des programmes de formation pour faire en sorte que les enseignants-chercheurs en SHS puissent immédiatement appréhender le système de publication. Les idées fausses proviennent d'un manque d'informations. Si nous souhaitons que les chercheurs en sciences humaines misent sur les publications pour communiquer, il nous faut prendre la question de la formation au sérieux et mettre en place des financements dédiés. En même temps, nous devons être prudents avec le mot « formation », qui suscite une certaine lassitude chez les enseignants-chercheurs.
- L'engagement induit un soutien aux chercheurs en début de carrière. Par exemple, la Royal Historical Society (RHS) au Royaume-Uni, propose aux auteurs en début de carrière une publication de leur ouvrage exempte de BPC. Le label RHS peut aussi avoir un effet de marque significatif auprès des auteurs et des directions d'universités.
- L'engagement consiste également à dissiper les craintes concernant les infrastructures, services et plates-formes (souvent récentes, numériques et ouvertes) en veillant à leur interopérabilité et en assurant la transparence des coûts, des licences, des politiques d'évaluation, etc. Une collaboration au niveau de la discipline et à l'échelle nationale est nécessaire pour soutenir ces infrastructures d'édition et informer les auteurs et leur offrir le choix entre plusieurs options. La résolution des problèmes liés aux infrastructures et la dissipation des craintes autour des BPC et de la disponibilité à long terme facilitera grandement l'engagement des auteurs.
- Une transparence accrue à l'égard des coûts réels de publication des monographies en accès ouvert permettrait aux auteurs de déterminer ce que sont des BPC raisonnables, les rendant ainsi à même de faire leurs propres choix.

- Nous devrions valoriser les belles réussites, où l'accès ouvert a fait avancer les choses, a eu des retombées positives concrètes pour les citoyens. Il est important que ces réussites circulent parmi les chercheurs. Il nous faut cesser de gérer les attentes des enseignants-chercheurs, nous devons engager le dialogue en direct et non pas simplement nous contenter de nous adresser à une catégorie socioprofessionnelle.
- Nous devons être sensibilisés au vocabulaire que nous utilisons pour l'accès ouvert, qui demeure souvent une option « expérimentale », une « alternative obscure » et les chercheurs ne veulent pas s'embarquer là-dedans. Si nous considérons réellement l'accès ouvert comme une autre façon de produire des livres, il nous faut être attentif à notre façon de communiquer. Cadrer son propos et son vocabulaire est essentiel pour mobiliser des enseignants-chercheurs.
- Nous devons analyser les raisons qui ont fait de l'ouvrage imprimé un concept de communication si réussi qui a façonné la recherche et la pensée en sciences humaines. Cette compréhension nous permettra de mieux saisir les pressions exercées sur les membres du monde académique et de transposer ce concept de communication dans une œuvre numérique.

Feuille de route 3. Infrastructure technique

La diffusion des monographies en accès ouvert repose sur la disponibilité d'infrastructures techniques adaptées à ce format particulier.

Si l'infrastructure technique destinée aux articles et aux données de la recherche connaît des améliorations continues en termes d'accessibilité, d'assurance qualité, d'indexation, d'échange de liens et de conservation des documents, il est clair que les ouvrages scientifiques demandent un effort similaire. À l'échelle mondiale, l'adoption des [principes FAIR](#) semble plus délicate pour les monographies. Au niveau européen, le développement de l'European Open Science Cloud est largement influencé par des modèles de recherche à forte consommation de données dont les résultats de recherche laissent de côté la monographie. Par conséquent, la majorité des normes techniques concernant l'échange de données, la structuration de contenu, les métadonnées, les identifiants et les indicateurs de mesures ont été conçus pour d'autres formes de débouchés de recherche, l'utilisation de ces normes constitue un obstacle à l'interopérabilité pour les monographies. Comment pouvons-nous déterminer les efforts concrets à entreprendre pour améliorer l'intégration des monographies dans le système d'information scientifique en fournissant des infrastructures techniques adaptées ?

Exemples de projets d'infrastructure pour les monographies à l'échelle nationale

- En Finlande, l'Organisation des sociétés savantes finlandaises (Organisation of Finnish Learned Societies), financée par le ministère de l'Éducation, gère un service national de 80 revues et prévoit d'appliquer un schéma similaire pour les monographies (en lien avec la Finlande). En raison du nombre d'acteurs différents pour les monographies, ce service sera plus difficile à mettre en place. On ne parle pas tant de financer les monographies en accès ouvert en Finlande, mais plutôt de créer une plate-forme technique pour les sociétés qui veulent des monographies et des systèmes d'édition en accès ouvert semblables à Open Journal System et Open Monograph Press (OJS/OMP). Les sociétés membres peuvent utiliser cette plate-forme gratuitement, mais la question de son financement n'est pas encore résolue.
- Les maisons d'édition en accès ouvert rencontrent des difficultés pour accéder aux canaux utilisés par les services d'acquisition des bibliothèques pour l'achat d'ouvrages imprimés et de livres numériques. Le problème principal porte sur la chaîne d'approvisionnement, ou de recherche d'informations dans les catalogues des bibliothèques et chez les fournisseurs d'ouvrages, où le contenu gratuit est difficile à enregistrer dans ces systèmes. Au Royaume-Uni, la Base de Connaissances Bibliographiques Nationale (NBK) du Jisc travaille actuellement sur cette problématique, notamment en ce qui concerne la mise à disposition de métadonnées en licences ouvertes.

Quelles sont les caractéristiques techniques propres à la monographie ?

Outre la question de la diversité, nous avons besoin de prescriptions techniques communes pour les monographies afin de les intégrer pleinement aux infrastructures techniques, notamment le European Open Science Cloud ([EOSC](#)) et [OpenAIRE](#). Les infrastructures et

les normes techniques sont majoritairement créées autour des articles et ne prennent pas réellement en compte les caractéristiques des monographies. Avons-nous besoin de normes techniques supplémentaires ou de normes spécifiques (notamment des protocoles spécifiques, ISBN, DOI) ? Ce dont nous avons le plus besoin, c'est peut-être et surtout d'un standard minimum. Il nous faut également tenir compte des capacités de la communauté à adopter cette norme. Le projet HIRMEOS, par exemple, ne cible pas les éditeurs mais bien les infrastructures techniques, l'objectif étant la mise en place de normes. Nous devons entrer en médiation avec les éditeurs qui doivent pouvoir s'appuyer sur ces plates-formes techniques. Nous devons également comprendre ce dont les chercheurs ont besoin comme outils de recherche d'ouvrages, quelles sont leurs exigences ?

Quelques actions essentielles :

- En matière d'intégration et de création d'infrastructures, nous devrions avant tout nous attacher à déterminer quels sont les différents acteurs ou niveaux d'acteurs concernés. En l'occurrence, nous avons affaire à une chaîne d'intégration continue qui fait le lien entre les chercheurs (en tant qu'auteurs et demandeurs d'informations), les éditeurs, les plates-formes de publication (qui devraient représenter notre cible principale), les systèmes d'information scientifique (pour les métadonnées et la recherche d'informations, c'est-à-dire les services de recherches d'informations, les fournisseurs de livres, les bases de données bibliographiques, les catalogues de bibliothèques, chacun disposant de ses propres normes) et le European Open Science Cloud (qui doit être alimenté en information, en se concentrant sur les chercheurs).
- Nous devons identifier des normes pouvant être pertinentes, comme [BITS](#) (Book Interchange Tag Suite), ONIX, ISBN, DOI, ORCID, etc. Comment faciliter le dialogue entre les acteurs en ce qui concerne la définition de ces normes ? L'important restant toutefois de travailler sur des pratiques communes dans la mise en œuvre des normes, car la flexibilité de ces dernières donne généralement lieu à des différences qui font obstacle à une véritable interopérabilité.
- Les plates-formes de publication devraient représenter notre objectif principal, elles constituent le ciment qui fait le lien entre acteurs et interprétation des normes. Nous avons besoin de normes utilisables par tous (sans être flexibles à l'excès) et de standards minimums pour les métadonnées qui doivent être fournies par une plate-forme. Les fournisseurs pourraient bien être très ouverts à cette possibilité, car cela les aiderait à intégrer les ouvrages en accès ouvert. Nous devons en savoir plus sur leur expertise et leurs difficultés. Nous avons besoin de stratégies de sortie (il s'agit de ne pas être pieds et poings liés à une plate-forme) et de conservation des documents à long terme.

Recommandations

- Il existe un grand nombre de plates-formes différentes, mais il nous faut une structure unificatrice, que nous pouvons appeler « infrastructure », qui contribue à la mise en place des services, protocoles, etc. Cette structure doit se concentrer sur les éléments constitutifs des ouvrages et aider les autres acteurs à fournir de l'information selon des modalités qui font l'objet d'un consensus. À partir de là, nous pouvons ensuite exporter ces informations vers d'autres systèmes.
- Nous devons porter un regard critique sur les contraintes fondamentales comme l'ISBN. Où se situent les dysfonctionnements et que pouvons-nous faire ?

- Nous devons nous pencher sur les questions de gouvernance, comment pouvons-nous parvenir à une infrastructure en gestion collective ? Cet aspect doit être traité en premier lieu, ensuite nous pourrons avancer.
- Nous devons aborder la dimension technique de la gouvernance entre les différentes parties prenantes et y intégrer les bibliothèques. Cette démarche doit reposer sur une propriété collective. Comment évaluer l'ouverture et la durabilité d'une gouvernance ?
- Nous avons besoin d'une liste des bonnes pratiques en matière de gouvernance.
- Nous devons déterminer et évaluer des normes et infrastructures techniques (il s'agit d'en identifier les points névralgiques). Les auteurs et les citoyens rencontrent des problèmes, nous devons savoir à quel endroit ils se situent.
- Nous aurions besoin d'un petit groupe d'acteurs prêt à s'appuyer sur cette infrastructure, par exemple un petit groupe d'éditeurs, afin de voir si cela fonctionne (c'est-à-dire passer en revue le flux de travail pour identifier les points de friction, les pertes, les problèmes, les lacunes, les manques ?).
- Nous devons mettre en place un démonstrateur, par exemple, les éditeurs pilotés par les enseignants-chercheurs souhaitent créer un prototype d'infrastructure décentralisée.
- Nous avons besoin d'une étude pour mieux comprendre le fonctionnement des plateformes, une étude qui en démontre clairement les avantages pour les auteurs et les lecteurs.
- Nous devons faire participer la communauté des bibliothèques et tenir compte des attendus des bailleurs de fonds.

Feuille de route 4. Suivi & baromètre des ouvrages en accès ouvert

Le suivi des publications en accès ouvert est en passe de devenir une question de première importance en matière d'évaluation de la recherche. Il s'avère très difficile de suivre les résultats de recherches en accès ouvert produits par les institutions, que ce soit au niveau national ou au niveau mondial.

Plusieurs services offrent des outils de suivi (comme Unpaywall ou Clarivate, etc.) mais pour les monographies, ces outils en sont encore à leurs débuts. Il n'existe pas de chiffres clairs sur la production de monographies en accès ouvert. Le rapport de Knowledge Exchange intitulé « *Landscape Study on Open Access and Monographs* » a identifié plusieurs inconnues dans ce domaine, par exemple, les chiffres de la production de monographies, classée selon des critères géographiques, par type, par ouverture (et comparée au volume et à la langue des ouvrages en accès non ouvert). L'étude de Knowledge Exchange proposait de mettre en place un baromètre permanent des ouvrages en accès ouvert (OABW), pour suivre les progrès, identifier des bonnes pratiques, des exemples et des cas de modèle économiques, et fournir un outil aux bailleurs de fonds et aux décideurs politiques. Quelles sont les lacunes les plus urgentes à traiter ? Pouvons-nous identifier des solutions possibles et nous pencher sur une ébauche de « baromètre » ? Comment cela pourrait-il aider ceux qui travaillent avec des monographies en accès ouvert ? Pour ce faire, notre attention doit se porter avant tout sur plusieurs questions : pourquoi avons-nous besoin d'un tel suivi, que suivons-nous et pour qui, et comment pouvons-nous parvenir à notre objectif ? Ensuite, nous devons déterminer quels sont les premières étapes à suivre d'une démarche réaliste.

Pourquoi un suivi des ouvrages est-il nécessaire ?

- Le suivi des contenus en accès ouvert est à l'ordre du jour pour de nombreux acteurs, les articles font déjà l'objet d'un suivi (et ce, de manière plus systématique). Si nous voulons avancer sur la voie de l'accès ouvert, devons-nous reconsidérer cette question pour les ouvrages ?
- À l'heure actuelle, rassembler des informations sur l'impact de l'accès ouvert est un processus complexe et fastidieux, un suivi des ouvrages en accès ouvert pourrait nous être d'une grande aide à cet égard.
- Selon les acteurs, cela pourrait permettre de mesurer les progrès et l'impact des politiques, voire servir d'aide à leur élaboration.
- Si nous pouvions recueillir et suivre les données, nous pourrions réunir les parties prenantes sans avoir à répéter à l'envi les mêmes discours comme dans une caisse de résonance. Nous devons aller de l'avant.
- Cela contribuerait à offrir à ce paysage de l'accès ouvert encore disparate les moyens d'être plus comparable et interopérable, car pour mesurer le progrès, nous ne disposons pas des mêmes données d'un pays à l'autre. Il s'agit de définir des paramètres communs pour la mesure et la comparaison (la nature même d'une monographie diffère d'un pays à l'autre).
- Pour les bailleurs de fonds, cela pourrait être une aide à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation de leurs politiques, leur observance et leur l'impact. À l'heure actuelle,

les données provenant des entrepôts et des métadonnées sont dans un désordre sans nom, mal cataloguées, quand elles le sont...

- La crainte d'un impact négatif est une source d'inquiétude pour les bailleurs de fonds, mais si nous pouvons suivre l'impact de l'accès ouvert, nous pouvons également en surveiller les retombées négatives afin de faire face à la complexité de la situation et faire preuve de plus de transparence.
- Si nous ne sommes pas déjà à l'œuvre, c'est parce qu'à elle seule une entité comme un éditeur ne peut pas effectuer un suivi individuel des ouvrages en accès ouvert.
- Les ouvrages représentent un environnement fermé s'ils ne sont disponibles qu'en version imprimée et non ouverte. Dans un entrepôt, cette situation ne laisse que peu de marge de manœuvre, sauf pour les métadonnées : titre, auteur et éditeur.
- Cela nous aiderait à partager nos connaissances et à rendre le marché plus accessible au-delà des frontières.
- Un regain d'informations et de transparence sur les coûts, en termes de mesure, serait utile aux bailleurs de fonds et aux éditeurs.
- Les institutions doivent actuellement effectuer de véritables prospections pour savoir ce qui ressort de leurs efforts en matière d'accès ouvert.
- Au niveau national, la plupart des pays n'ont aucune idée de leur niveau de production d'ouvrages.

Que s'agirait-il de mesurer ?

- Ce que nous voulons réaliser, c'est un système de suivi. Pour ce faire, il nous faut des indicateurs clés dont la captation est possible pour les éditeurs, qui fonctionnent d'un pays à l'autre et sur lesquels nous pouvons nous appuyer, notamment : affiliation des auteurs, institutions, pays, sources de financement, processus d'assurance qualité, type d'ouvrage, licence/droits d'auteurs (titulaire), identifiants, éditeur, année de publication, langue, domaine d'activité, accès ouvert ou non, citation, coûts, prix, BPC, accès ouvert voie verte.
- Pour ce faire, nous devons définir ce qu'est une monographie et comment les décompter. Nous voulons nous concentrer sur les livres académiques et évalués par des pairs (cela doit également être clairement défini car sujet à variation d'un pays à l'autre).
 - Il a été relevé que les manuels scolaires ne peuvent pas être intégrés dans cette démarche car ils font l'objet d'un processus de publication différent qui vise un autre marché. Toutefois, la question des manuels en accès ouvert est un problème émergent, de nombreux pays (dont 4 pays membres de Knowledge Exchange) étant en pleine expérimentation à cet égard. L'intégration des manuels rend ce projet beaucoup plus complexe mais, à l'avenir, nous souhaitons garder cela à l'esprit.
- Une fois que nous aurons défini ce qu'est une monographie, nous pourrions en mesurer la production (% des ouvrages en accès ouvert par rapport à la totalité du marché).
- Utilisation et Mesures d'impact alternatives (*Altmetrics*).

Les BPC

Comment pouvons-nous dresser avec précision un tableau des coûts réels (et cachés) de la création d'un ouvrage ? Les BPC couvrent-ils tous les coûts de production d'un ouvrage en accès ouvert ? Il faut également prendre en compte le financement des ouvrages en accès

ouvert qui fonctionnent sans BPC. Pour ce faire, il convient d'examiner les dépenses et les contributions des institutions et des enseignants-chercheurs universitaires. Les modèles économiques peuvent s'avérer très complexes, certains ouvrages génèrent des revenus et permettent à leurs auteurs de percevoir des redevances. Est-il possible de tenir compte de tous ces aspects ? Devons-nous établir des normes de suivi ? Voir aussi le projet [Open APC](#) dans ce contexte (même si ce dernier porte uniquement sur les articles).

Pour qui effectuerions-nous ce suivi ?

Le processus de suivi devrait être adapté à la cible : bailleurs de fonds, décideurs politiques, éditeurs, universités, chercheurs, citoyens, etc. Nous devons avoir l'assurance que les informations obtenues correspondent aux attentes de leurs bénéficiaires. Ce suivi doit-il être fondé sur la base de données ou sur des connaissances empiriques ? Nous devons veiller à ce qu'il soit mis en place dans les règles de l'art. En début du projet, il serait bon de mener une enquête ou de recueillir des expériences afin de réunir un certain nombre de critères.

Comment lancerions-nous ce processus de suivi ?

- Actuellement, il n'existe pas de système de suivi de données établi. Cependant, nous pourrions utiliser les nombreux systèmes qui recueillent déjà les informations dont nous avons besoin, à savoir CrossRef, Buchverein (Allemagne), Dimensions, National Bibliographic Knowledgebase (NBK), données de vente Nielson, OCLC, données des CRIS, Proquest, EBSCO (qui porte sur 90 % des bibliothèques du monde entier comme Yankee Book Peddler et GOBI), DOI, ORCID, The European University Association, DOAB, Researchfish ainsi que d'autres systèmes existants de capture d'identifiant.
- En établissant et en entérinant nos critères de comparaison. Plus important encore, nous avons besoin de définir ce qu'est une monographie ou un ouvrage académique et peut-être de nous entendre sur un type d'identifiant permanent qui soit identique à tous les niveaux.
- Après avoir mis en place un protocole et convenu de deux ou trois indicateurs clés, nous devrions demander un retour aux universités à ce sujet. Il a été souligné que pareil projet devrait être piloté par une institution relativement importante.
- Nous aurons besoin d'une plate-forme pour recueillir ces données.

Quelles sont les premières étapes à suivre en vue d'un objectif réalisable ?

- Identifier quels sont les éléments les plus importants et les plus urgents.
- Élaborer une proposition que nous pouvons soumettre à Knowledge Exchange ou ailleurs.
- Identifier les parties prenantes prêtes à financer un baromètre OABW ou à participer à un groupe de travail sur la question. CrossRef et OCLC, OASPA, agences de financement, Liber, EU Association of Universities, DOAB, organismes nationaux de recherche.
- Initier ce processus de suivi dès maintenant plutôt qu'attendre le moment où les données seraient disponibles et davantage interopérables. Il s'agit notamment de traiter ce qui existe déjà : [l'ensemble de données de la REF](#) (Tanner) et la prochaine étude menée par le groupe UUK sur les [monographies en accès ouvert – UUK Monographs](#)

group study). Nous pouvons utiliser les données auxquelles nous avons eu recours par le passé comme base de référence.

- Engager le dialogue avec les différentes parties prenantes pour connaître leurs motivations à prendre part à ce processus. Les membres de la communauté académique, par exemple, estiment subir le suivi (initié par les bailleurs de fonds) sans y être associés.
- Déterminer une période sur laquelle opérer un tel suivi (5 à 10 ans par exemple pour les ouvrages).
- Mettre en place une initiative similaire à [OpenAPC](#) qui recense les montants assignés aux BPC et identifie les services fournis. Cette démarche devrait être initiée par les universités, mais les éditeurs y ont également un rôle à jouer. Nous pourrions créer un site web qui permettrait aux chercheurs de consulter les différents éléments de coûts (par exemple les coûts liés à l'ajout d'iconographies). Dans la mesure du possible, les éditeurs devraient également figurer sur ce site, dressant la liste de leurs services gratuits en mettant en avant les modèles qui n'appliquent pas de BPC.
- Nous avons besoin de catégories plus standardisées pour qualifier les résultats de la recherche afin de pouvoir assurer un suivi efficace, mais nous devons aussi définir différents types de catégories, sans quoi nous ne saurons pas ce que nous mesurons.
- Il nous faut une méthodologie claire qui intègre notre notion de progrès (une forme de baromètre des progressions). Comment allons-nous procéder et quels types de résultats feront l'objet d'un suivi ?
- Déterminer qui est en charge du suivi et quels sont ses intérêts en la matière. La responsabilité incombera-t-elle au marché ou devrait-elle revenir à un collectif issu de différentes organisations ? Ce ne sont pas les éditeurs qui devraient décider de ce qui doit composer le suivi (le fournisseur ne devrait pas définir notre méthode de suivi ou peser sur la manière dont nous définissons ce système), mais ils devraient participer à ce processus.
- Chercher à obtenir un panorama des prix et des dépenses (sous deux angles différents : bailleurs de fonds et bibliothèques) et du financement (il existe, par exemple, le système [Researchfish](#) au Royaume-Uni).
- Le suivi peut également être général ou plus détaillé selon le contexte. En ce sens, nous pourrions avoir besoin de différents niveaux d'agrégation. Tout d'abord, nous devrions nous pencher sur les indicateurs, ce ne sont pas des preuves mais leurs indications revêtent une certaine importance.
- Établir certaines limites quant à la portée du suivi que nous pouvons raisonnablement opérer. Lorsque qu'un contenu est ouvertement disponible, nous en perdons en partie le contrôle. Nous devons connaître les limites de ce processus de suivi. Un groupe de suivi devrait également définir ce qui doit ou ne doit pas être mesuré.
- Déterminer le type de projet que nous souhaitons, décider par exemple s'il doit être national (en commençant par un pays) ou international.
- Nous devrions commencer à envisager les gains rapides potentiels (par exemple, les DOI pour les ouvrages).

Recommandations aux parties prenantes

Organes de financement

- L'intervention politique est cruciale pour faire avancer les choses sur le plan des monographies en accès ouvert. Il s'agit notamment de mettre l'accent sur la mise en œuvre de la politique des acteurs, c'est-à-dire la manière dont sont définies les normes tout en assurant la diversité, en hiérarchisant les actions et en suivant leur impact. Cependant, de nouvelles idées font défaut dans ce domaine. Au lieu de perpétuer les mêmes méthodes de fonctionnement, les politiques et les mandats actuels devraient chercher à modifier les coûts et les structures financières des publications d'ouvrages en accès ouvert.
- Les nécessités qui s'imposent le plus, ce sont des politiques durables. Les mandats qui ne reposent pas sur des modèles économiques de ce type sont voués à l'échec. Si nous voulons dissiper les craintes des membres de la communauté académique envers les monographies en accès ouvert, nous avons besoin a) de modalités claires pour leurs demandes de financement (si nous imposons un modèle qui comporte des frais de publication d'ouvrages, ou BPC) ; et b) d'explorer d'autres formes de financement (institutionnelles). Ces BPC, qui peuvent être trop coûteux pour beaucoup, créent de nouvelles inégalités, ce qui limite les choix de publication possibles. Il faut que les choix de publication disponibles soient plus nombreux, moins compétitifs et moins sélectifs.
- Les bailleurs de fonds devraient financer des infrastructures et des plates-formes destinées aux monographies en accès ouvert qui offrent aux communautés académiques les services dont elles ont besoin, c'est-à-dire qui seront exploités davantage dans l'intérêt public plutôt qu'à des finalités commerciales (sous-traitance à des éditeurs commerciaux). L'interopérabilité et le financement des coûts d'organisation sont ici des facteurs essentiels à la création et à la gestion des infrastructures.
- Un plus grand partage d'expériences et d'action en réseau est nécessaire entre les bailleurs de fonds (par exemple sous la forme d'un guide de politique générale), en particulier à l'heure actuelle où un grand nombre d'universités mettent en place des fonds dédiés aux monographies en accès ouvert. Il subsiste également un manque de cohérence au niveau européen pour ce qui est du soutien apporté aux ouvrages en accès ouvert en termes de financement, de reconnaissance, d'infrastructure et de sensibilisation.
- Un baromètre de l'accès ouvert (Open Access Bookwatch) pourrait permettre de suivre l'évolution des ouvrages en accès ouvert. Cette mesure et le suivi des politiques pourraient fournir des indicateurs probants de leur impact. Pour les bailleurs de fonds, ce baromètre pourrait représenter une aide à la mise en place du suivi de leur politique, permettant de les évaluer, d'en mesurer l'observance et l'impact, en plus de juger de leur efficacité.

Communautés académiques et universités

- Le livre est considéré comme une forme de communication indispensable pour les sciences humaines. Nous devons continuer à investir dans le support imprimé traditionnel, en valorisant son importance pour les sciences humaines. En même temps, nous devons promouvoir une activité académique plus fluide et plus expérimentale dans les humanités numériques, car il s'agit là de formes de vecteurs de diffusions essentiels pour l'évolution des sciences humaines.
- Les communautés académiques et leurs préoccupations au sujet des monographies en accès ouvert doivent être prises au sérieux et une collaboration sur ces questions doit être entreprise. Il nous faut dissiper les craintes dans la mesure du possible, en déjouant les idées reçues par le débat et par la formation (le cas échéant). Mais nous devons également prendre en compte les préoccupations qui existent au sein des communautés de manière pragmatique, c'est-à-dire, en offrant différentes options de licence et de modes d'évaluation (ouverte).
- Dans ce domaine des monographies en accès ouvert, il faut trouver un équilibre entre mesures d'encouragement et prescription de mandats. Les membres du monde académique ressentent mal qu'une trop grande part de responsabilités puisse peser sur leurs épaules. Valoriser la qualité et le prestige de l'accès ouvert (pour ce qui est du recrutement, de l'évaluation, etc.) est tout aussi fondamental pour encourager la publication en accès ouvert chez les membres de cette communauté. En ce qui concerne les mandats, il faut bien garder à l'esprit qu'une recrudescence d'injonctions imposées aux institutions de la recherche demeure en grande partie non financée.
- La mobilisation des personnes implique l'identification de communautés de recherche. Elle doit intégrer un soutien aux chercheurs en début de carrière (en particulier en présence de modèles avec BPC). Il faudrait davantage mettre en avant les situations de réussite, à condition que ce soit les universitaires qui fassent connaître entre eux ces exemples positifs.
- Nous devons engager le dialogue avec les différentes parties prenantes pour connaître leurs motivations à prendre part à un processus de suivi tel que le baromètre des ouvrages en accès ouvert (OA Book Watch - OABW). Les enseignants-chercheurs, par exemple, estiment subir les outils de suivis (mis en place par les organes de financement) et ne se voient pas comme des acteurs (ils font la différence entre métriques et évaluation d'impact). Une mobilisation collective est nécessaire pour déterminer qui est ou sera en charge du suivi et quels sont les intérêts des acteurs en la matière.

Éditeurs

- Il est essentiel de faire preuve de plus d'ouverture et de transparence en ce qui concerne les coûts réels de publication de monographies en accès ouvert, en explicitant par exemple à quoi correspondent les montants des BPC et les types de services fournis.
- Pour promouvoir des solutions de substitution aux BPC, nous devons explorer d'autres modèles de financement (de plate-forme). Il faut également prendre en compte le financement des ouvrages en accès ouvert qui sont exempts de BPC (par exemple, l'accès ouvert *diamant*). Les modèles de financement alternatifs qui traitent

les auteurs reconnus à l'international sur un pied d'égalité, en fonction de leurs mérites et non de leurs moyens financiers, sont essentiels pour contrecarrer les inégalités, actuelles et nouvelles, dans la communauté scientifique.

Fournisseurs de technologies et plates-formes technologiques

- Même si la diversité reste au premier plan, des préconisations techniques communes sont nécessaires pour intégrer pleinement les monographies dans les infrastructures techniques (notamment EOSC et OpenAIRE). Cela implique également des standards et normes qui définissent à la fois ce qu'est une plate-forme (permet-elle des interactions entre protocoles et métadonnées pour créer des sites web compatibles entre eux [API] ?) et la manière dont ces plates-formes entrent en relation avec une entité structurelle unificatrice que nous pouvons appeler « infrastructure » (qui permet de fournir des services, d'établir des protocoles, etc.).
- Faciliter le dialogue entre les parties prenantes pour définir et évaluer dans un second temps les normes techniques (où se situent les problèmes rencontrés par les utilisateurs ?). L'important reste toutefois de travailler sur des pratiques communes en termes de mise en œuvre des normes, car la flexibilité de ces dernières donne généralement lieu à des différences qui font obstacle à une véritable interopérabilité.
- Lorsqu'il s'agit de développer des infrastructures techniques, les questions de gouvernance sont essentielles pour parvenir à une infrastructure gérée de manière collective. Cela concerne également une gouvernance technique menée par les parties prenantes, fondée sur une propriété collective. Au moment de la mise en place d'infrastructures techniques, la gouvernance devrait toujours être un objectif primordial.
- Actuellement, il n'existe pas de système de suivi de données défini tel qu'un baromètre des ouvrages en accès ouvert (OABW). Cependant, on compte de nombreux systèmes qui recueillent déjà les informations nécessaires, Nous devons initier ce processus de suivi dès maintenant au lieu d'attendre que ces données soient disponibles et davantage interopérables. Il est possible d'utiliser les données auxquelles on a eu recours par le passé comme base de référence.

Bibliothèques

- Le rôle des bibliothèques comporte de multiples facettes : elles sont en effet impliquées non seulement dans le financement des monographies en accès ouvert, mais aussi dans l'archivage, la gestion des métadonnées, l'intégration aux systèmes de recherches d'informations et l'édition. L'utilisation des budgets d'acquisition pour de nouveaux modèles de financement (comme le financement participatif ou des accords d'adhésion) pourrait ainsi prendre de l'ampleur et les bibliothèques jouer un rôle plus actif et plus visible entre les auteurs et les éditeurs dans un environnement en accès ouvert.
- La pérennité à long terme des ouvrages en accès ouvert doit faire partie de nos objectifs. Les nouvelles presses universitaires intégrées devraient tirer parti de leurs relations avec les bibliothèques de leur institution. De plus, il existe des services de dépôt, tels que la bibliothèque OAPEN, qui permettent de mutualiser la responsabilité d'une tâche que des petits éditeurs ne devraient pas avoir à assumer.

- Comme dans le cas de l'initiative OpenAPC, les bibliothèques pourraient héberger une ressource ou plate-forme gérée par la communauté qui recenserait les frais exigés par les différents éditeurs, ce qui mettrait les auteurs, les universités et les organes de financement en position de décider en connaissance de cause de ce que sont des BPC raisonnables.

Citoyens

- Les politiques doivent aussi intégrer l'impact sociétal et la valeur des monographies en accès ouvert pour les milieux extérieurs au monde académique comme les citoyens et les enseignants. Dans ce débat, les citoyens sont des acteurs clés, ils en sont au centre. Sans citoyens, point d'impact.